



13 octobre 2020

(20-7036)

Page: 1/141

**Conseil des aspects des droits de propriété
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

RAPPORT SUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 66:2 DE L'ACCORD SUR LES ADPIC

UNION EUROPEENNE

La communication ci-après, datée du 7 octobre 2020, a été reçue de la délégation de l'Union européenne. Elle rend compte des activités menées conformément au paragraphe 1 de la Décision sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (document IP/C/28) par l'Union européenne et certains de ses États membres. Ce document constitue un nouveau rapport détaillé contenant des renseignements sur la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC.

1 INTRODUCTION

1. Le présent document est distribué conformément à la Décision du Conseil des ADPIC, datée du 19 février 2003, aux termes de laquelle les pays développés Membres doivent présenter des rapports annuels sur les mesures qu'ils ont prises ou envisagent de prendre conformément aux engagements qu'ils ont contractés en vertu de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC (incitations offertes à leurs entreprises ou institutions afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés).

2. Comme convenu au Conseil des ADPIC, le présent document est un rapport détaillé sur les incitations aux transferts de technologie mises en place par l'UE et ses membres entre juillet 2019 et juillet 2020.

ANNEXE¹

2 UNION EUROPÉENNE

Intitulé du projet/programme	SaferAfrica – Dialogue innovant et évaluation des problèmes pour une Afrique plus sûre
Objectif ou objet	Améliorer la sécurité routière en Afrique sur la base d'un échange réciproque de connaissances entre l'Europe et l'Afrique.
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Le Coordonnateur du projet est University of Rome La Sapienza (CTL) (Italie) Partenaires en provenance de pays non-membres de l'UE: - Fédération routière internationale (IR) (Suisse); - École nationale supérieure des travaux publics (ENSTP) (Cameroun) Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - National Technical University of Athens (NTUA) (Grèce); - Institut VIAS (Institut belge pour la sécurité routière) (Belgique); - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR) (France); - Loughborough University (LOUGH) (Royaume-Uni); - Laboratório Nacional de Engenharia Civil (LNEC) (Portugal); - Stichting Wetenschappelijk Onderzoek Verkeersveiligheid (SWOV) (Pays-Bas); - Solidarité internationale sur les transports et la recherche en Afrique sub-saharienne (SITRASS) (France); - Agenzia per la Promozione della Ricerca Europea (APRE) (Italie); - Chalmers Tekniska Högskola AB (CHALMERS) (Suède); - Association Fédération Handicap International (HI) (France); - Comité international de l'inspection technique automobile CITA aisbl (CITA) (Belgique)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin; Burkina Faso.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	

¹ En anglais et en français uniquement.

Intitulé du projet/programme	SaferAfrica – Dialogue innovant et évaluation des problèmes pour une Afrique plus sûre
Nature des incitations	SaferAfrica a créé une plate-forme de dialogue entre l'Afrique et l'Europe axée sur les questions relatives à la sécurité routière et à la gestion du trafic. Il s'agit d'un organisme de haut niveau dont l'objectif principal consiste à formuler des recommandations pour actualiser le Plan d'action africain de sécurité routière et la Charte africaine pour la sécurité routière, ainsi qu'à favoriser l'adoption d'initiatives spécifiques en matière de sécurité routière. L'activité de la plate-forme met également l'accent sur le renforcement des capacités africaines endogènes grâce à la diffusion du savoir-faire de l'UE. Des programmes de jumelage ont été mis en place, ainsi qu'une série de cours de formation sur la sécurité. Le contexte local a été pris en compte. Des études sur les facteurs de risque spécifiques et des analyses sur la transférabilité de mesures déjà testées ailleurs ont été réalisées. Le projet favorise l'adoption d'une approche fondée sur la sécurité.
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le projet: 2 844 275 EUR. Contribution de la CE demandée pour le PMA partenaire: Organisation du Corridor Bénin-Abidjan-Lagos (OCAL) pour la lutte contre les IST et le VIH/SIDA: 52 500 EUR; Burkina Faso – Initiatives conseil international – Santé (ICI-Santé): 52 500 EUR.
Domaine technologique	Sécurité routière et gestion du trafic.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé; technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats ou impact	Il s'agit d'un excellent projet qui a de profondes répercussions sur les politiques élaborées et qui offre des solutions pratiques pour réduire le nombre de morts et de blessés graves sur les routes africaines. SaferAfrica a remporté le Prix international de la sécurité routière Prince Michael. Ce projet offre les avantages suivants: - Amélioration significative de la sécurité routière donnant lieu à une réduction du nombre de victimes et d'accidents. - Observatoire de sécurité routière de SaferAfrica. - Plate-forme de dialogue pour l'échange de renseignements et de données d'expérience, tant au niveau de la prise de décision qu'au niveau technique. - Cours de formation offrant des exemples de meilleures pratiques en matière de sécurité routière. - Résultats mis en pratique dans les activités de l'équipe spéciale UE-Union africaine dans le domaine de la sécurité routière. - Le projet contribuera à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	3 ans, du 1 ^{er} octobre 2016 - 30 septembre 2019.
Site Web pour plus d'informations	http://www.safer africa.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Luca Persia: luca.persia@uniroma1.it ; Antonino Tripodi antonino.tripodi@uniroma1.it

Intitulé du projet/programme	AfriAlliance – Alliance entre l'Afrique et l'UE pour l'innovation dans les domaines de l'eau et du climat
Objectif ou objet	Préparer l'Afrique aux défis à venir liés au changement climatique.
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Coordonnateur du projet: Stichting IHE Delft (Pays-Bas).
	Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE:
	- Association Réseau international des organismes de bassin (France);
	- Global Water Partnership Organization (Suède);
	- Stichting Both Ends (Pays-Bas);
	- Stichting Akvo (Pays-Bas);
	- Water, Environment and Business for development SI (Espagne);
	- Office international de l'eau (France);
	- Universiteit Twente (Pays-Bas); et
	- Plate-forme technologique européenne d'approvisionnement en eau et d'assainissement (Belgique).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	L'approche inclut le partage de connaissances et le transfert de technologie au moyen de démonstrations/projets pilotes dans le cadre de groupes d'action (sous la forme de communautés de pratique pour certains projets pilotes et démonstrations thématiques).
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le PMA partenaire (Burkina Faso): Fondation 2IE Association, 121 222,5 EUR.
Domaine technologique	Défis liés à l'eau et au changement climatique.
Catégorie de technologie	Technologies d'atténuation des effets du changement climatique.
Résultats ou impact	- Renforcement de la préparation de l'Afrique face au changement climatique en tenant compte de la nature des lacunes dans les connaissances des parties prenantes africaines;
	- renforcement du partage de connaissances et du transfert de technologie dans des environnements et des événements en ligne et hors ligne entre les parties prenantes africaines et de l'UE dans les domaines de l'eau et du climat; et
	- amélioration des processus et des outils de surveillance et de prévision hydrologiques et climatiques.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	5 ans.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Gaetano Casale: g.casale@unesco-ihe.org ; Meike Remmers: m.remmers@unesco-ihe.org ; Uta Wehn: u.wehn@unesco-ihe.org ; Rafaela Wever: r.demesquitawever@unesco-ihe.org .

Intitulé du projet/programme	DAFNE – Utilisation d'un cadre analytique décisionnel pour étudier les liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation dans les systèmes hydriques complexes et transfrontières des pays en développement à forte croissance
Objectif ou objet	Les tendances mondiales en matière de croissance démographique et de prospérité économique accrue vont entraîner une augmentation de la demande d'énergie, de produits alimentaires et d'eau, avec des conséquences plus graves dans les économies à forte croissance, comme dans de nombreux pays africains. Les contraintes liées à l'eau, à l'énergie et aux produits alimentaires pourraient entraver le développement économique, conduire à des tensions sociales et géopolitiques, et entraîner des dommages environnementaux durables. Le projet DAFNE préconise une approche intégrée et adaptative concernant la planification et la gestion des ressources en eau tenant explicitement compte des liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation dans une perspective participative et multidisciplinaire nouvelle.
Organisme offrant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020 Coordonnateur du projet: Eidgenoessische Technische Hochschule Zuerich. Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - Politecnico di Milano (Italie); - International Centre for Research on the Environment and the Economy (Grèce); - Katholieke Universiteit Leuven (Belgique); - The University Court of the University of Aberdeen (Royaume-Uni); - Universita et Osnabrueck (Allemagne); - Vista Geowissenschaftliche Fernerkundung GmbH (Allemagne); - Atec-3d Ltd (Royaume-Uni); et - European Institute for Participatory Media EV (Allemagne). Autres partenaires en provenance d'États non membres de l'UE: - International Water Management Institute Iwmi (Sri Lanka); et - African Collaborative Centre for Earth System Science (Access) (Kenya).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mozambique; Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	- Mozambique: Universidade Eduardo Mondlane; et - Zambie: Université de Zambie.
Nature des incitations	Un cadre analytique décisionnel sera développé pour évaluer sur un plan quantitatif l'incidence sociale, économique et environnementale de l'augmentation de la production énergétique et alimentaire dans des contextes physiques et politiques complexes. L'approche DAFNE sera confirmée par l'analyse de 2 études de cas transfrontières, les bassins hydrographiques du Zambèze et de l'Omo.
Implications financières	Contribution totale de la CE demandée: 3 408 658,75 EUR. Contribution de la CE demandée pour les PMA partenaires: - Mozambique: Universidade Eduardo Mondlane: 129 425 EUR. - Zambie: Université de Zambie: 188 395 EUR.
Domaine technologique	Gestion des ressources en eau, liens entre eau, énergie et alimentation.
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement.

Intitulé du projet/programme	DAFNE – Utilisation d'un cadre analytique décisionnel pour étudier les liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation dans les systèmes hydriques complexes et transfrontières des pays en développement à forte croissance
Résultats ou impact	DAFNE permettra de mieux comprendre les liens entre l'eau, l'énergie et l'alimentation et d'envisager et de générer des solutions de planification et de gestion alternatives fondées sur la coopération entre les parties prenantes publiques et privées, favorisant une utilisation des ressources aussi bien rentable qu'équitable, sans dépasser les limites environnementales ou entraîner des conflits dans la société ou entre parties prenantes. Le projet contribuera à la réalisation des Objectifs de développement durable de l'ONU.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	4 ans (date de début: 1 ^{er} septembre 2016).
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Paolo Burlando, paolo.burlando@ethz.ch ; Agatha Keller grants@sl.ethz.ch

Intitulé du projet/programme	FLOWERED – Technologies de défluoration pour améliorer la qualité de l'eau et des produits agricoles et animaux le long de la vallée du Rift est-africain dans le cadre de l'adaptation au changement climatique
Objectif ou objet	L'objectif du projet est de contribuer au développement d'un système de gestion durable de l'eau dans les zones touchées par la contamination par le fluorure de l'eau, des sols et des produits alimentaires des pays de la vallée du Rift est-africain (Éthiopie, Kenya, Tanzanie) et par conséquent d'améliorer les conditions de vie (sécurité environnementale, sanitaire et alimentaire) des populations.
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	<p>Coordonnateur: Università Degli Studi di Cagliari (Italie).</p> <p>Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Università Degli Studi di Sassari (Italie); - Università Degli Studi di Siena (Italie); - Universitat de Barcelona (Espagne); - Aberystwyth University (Royaume-Uni); - Hydro Technical Engineering SRL (Italie); - Planetek Italia SRL (Italie); et - D D'enginy Biorem SL (Espagne). <p>Autres partenaires en provenance d'États non membres de l'UE participant au projet:</p> <ul style="list-style-type: none"> - University of Eldoret (Kenya) - Observatoire du Sahara et du Sahel, (Tunisie).
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	<p>Éthiopie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Université d'Addis-Abeba; et - Geomatrix PLC. <p>Tanzanie:</p> <ul style="list-style-type: none"> - Institut africain Nelson Mandela de sciences et de technologies; et - Oikos Afrique de l'Est.
Nature des incitations	Le projet mettra en œuvre un système de gestion intégrée de l'eau et de l'agriculture et permettra aux communautés locales de gérer les ressources en eau, à commencer par l'usage efficace des techniques de défluoration et l'application de pratiques agricoles durables. Les approches intégrées amélioreront les connaissances de l'ensemble des parties prenantes, y compris les chercheurs, agriculteurs et décideurs locaux. Le projet s'adressera aux PME afin de renforcer le développement de processus collaboratifs de démonstration innovants et créer de nouveaux débouchés commerciaux.
Implications financières	<p>Contribution totale de la CE: 2 989 201,25 EUR.</p> <p>Contribution de la CE demandée pour les PMA partenaires:</p> <p>Éthiopie:</p> <ul style="list-style-type: none"> Université d'Addis-Abeba: 79 875 EUR. Geomatrix PLC: 49 875 EUR. <p>Tanzanie:</p> <ul style="list-style-type: none"> Institut africain Nelson Mandela de sciences et de technologies: 228 435 EUR. Oikos Afrique de l'Est: 180 437,5 EUR.

Intitulé du projet/programme	FLOWERED – Technologies de défluoration pour améliorer la qualité de l'eau et des produits agricoles et animaux le long de la vallée du Rift est-africain dans le cadre de l'adaptation au changement climatique
Domaine technologique	Technologies de défluoration innovantes pour l'eau potable et l'eau d'irrigation mises en œuvre principalement au niveau de petits villages; gestion intégrée, durable et participative de l'eau et de l'agriculture au niveau des bassins transfrontières; système de données démographiques innovant et partagé pour soutenir le système de gestion intégrée, durable et participative.
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement.
Résultats ou impact	Le principal résultat sera la production de connaissances scientifiques sur l'étendue de la contamination de l'eau et de la chaîne alimentaire par le fluorure, la sensibilisation des pays de la vallée du Rift est-africain et le développement d'un système de gestion durable de l'eau dans les zones touchées. La participation des acteurs locaux aux différentes actions conjointes renforcera leurs capacités d'innovation et l'intégration de nouvelles connaissances. Le projet contribuera à la réalisation des Objectifs de développement durable de l'ONU.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	3 ans (date de début: 1 ^{er} juin 2016). La durée du projet a été portée à 42 mois, il s'achèvera le 31 novembre 2019.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Giorgio Ghiglieri, ghiglieri@unica.it ; Maria Teresa Melis, titimelis@unica.it ; Stefania Da Pelo, sdapelo@unica.it

Intitulé du projet/programme	SafeWaterAfrica – Technologie d'épuration autonome pour l'approvisionnement en eau salubre et la gestion de l'eau dans les zones rurales africaines
Objectif ou objet	L'objectif principal du projet est d'améliorer l'accès à l'eau potable en Afrique grâce à la recherche et au développement d'un système de traitement de l'eau autonome et décentralisé pour les zones rurales et périurbaines.
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Coordonnateur: Fraunhofer Gesellschaft zur Foerderung der Angewandten Forschung E.V. (Allemagne). Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - Gate SRL (Italie); - Condias GmbH (Allemagne); - Universita degli Studi di Ferrara (Italie); et - Universidad de Castilla - La Mancha (Espagne). Autres partenaires en provenance de pays non membres de l'UE: - Advance Call Pty Ltd (Afrique du Sud); - Virtual Consulting Engineers VCE (Afrique du Sud); - Tshwane University of Technology (Afrique du Sud); - Stellenbosch University (Afrique du Sud); et - Council for Scientific and Industrial Research (Afrique du Sud).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mozambique
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Salomon LDA, Mozambique.
Nature des incitations	Le projet prévoit la mise en place de systèmes de purification dont la capacité est adaptée à l'emplacement, à la qualité de l'eau et aux schémas d'utilisation de l'eau en Afrique, la conception et la construction d'un système de démonstration et le renforcement des capacités des pays d'Afrique australe par: - la forte implication des communautés et des autorités locales (municipalités/autorités chargées de l'eau) sur certains sites d'expérimentation, pour assurer l'acceptation et la participation des communautés ainsi que l'aide dans la conception d'un modèle opérationnel et économique durable au niveau local; et - la formation technique pour créer un programme de formation fournissant des candidats qualifiés pour déployer la solution technologique une fois celle-ci développée, afin d'assurer son intégration rapide dans les communautés et les zones de développement rural visées.
Implications financières	Contribution totale de la CE demandée: 2 989 998,13 EUR. Contribution de la CE demandée pour le PMA partenaire: Salomon LDA, Mozambique 208 327,5 euros.
Domaine technologique	Technologie de purification de l'eau.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé
Résultats ou impact	Les développements technologiques dans le cadre de ce projet devraient avoir une incidence socioéconomique positive plus large dans les zones rurales et périurbaines d'Afrique australe. L'accès à l'eau potable réduira les risques sanitaires. L'approvisionnement en eau potable aux points d'utilisation donnera également plus de liberté aux personnes habituellement chargées de l'approvisionnement en eau, principalement les femmes et les enfants. Le projet contribuera à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies.

Intitulé du projet/programme	SafeWaterAfrica – Technologie d'épuration autonome pour l'approvisionnement en eau salubre et la gestion de l'eau dans les zones rurales africaines
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	42 mois (date de début: 1 ^{er} juin 2016).
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: Fraunhofer Gesellschaft zur Foerderung der Angewandten Forschung E.V. Jochen Borris, jochen.borris@ist.fraunhofer.de ; Frixos Faulstich, frixos.faulstich@zv.fraunhofer.de ; Jan Gabler, ian.qaebler@ist.fraunhofer.de .

Intitulé du projet/programme	WATERSPOUTT – Eau – Technologies durables de traitement au point d'utilisation
Objectif ou objet	Ce projet vise à concevoir, développer, piloter et expérimenter sur le terrain un ensemble de technologies durables de désinfection solaire au point d'utilisation afin de garantir aux populations éloignées et vulnérables d'Afrique et d'ailleurs un accès abordable à l'eau potable.
Organisme offrant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020 Coordonnateur du projet: Royal College of Surgeons in Ireland (Irlande). Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE et de pays associés: - Centro de Investigaciones Energéticas, Medioambientales y Tecnológicas (Espagne); - Universidad Rey Juan Carlos (Espagne); - University of Strathclyde (Royaume-Uni); - École polytechnique fédérale de Lausanne (Suisse); - National University of Ireland Maynooth (Irlande); - Innova SRL (Italie); - Ecosystem Environmental Services S.A. (Espagne); - Buckinghamshire New University (Royaume-Uni); - Bogazici Universitesi (Turquie); - Helioz GmbH (Autriche); - Dublin City University (Irlande); - Stichting IHE Delft (Pays-Bas); et - Universidad de Santiago de Compostela (Espagne). Autres partenaires en provenance de pays non membres de l'UE: - Stellenbosch University (Afrique du Sud).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Malawi; Ouganda.
Observateur(s) bénéficiaire(s) Entreprises ou institutions bénéficiaires	- Université du Malawi (Malawi); - Université de Makerere (Ouganda); et - Université de Mekelle (Éthiopie).

Intitulé du projet/programme	WATERSPOUTT – Eau – Technologies durables de traitement au point d'utilisation
Nature des incitations	Le projet développera un ensemble de technologies durables de désinfection solaire. La bonne mise en œuvre de ces technologies nécessitera: <ul style="list-style-type: none"> - l'évaluation complète des paramètres physiques et chimiques des dispositifs techniques pour optimiser la désinfection; - un programme étendu dans le domaine des sciences sociales qui améliorera la compréhension intégrée du contexte social, politique et économique de l'utilisation de l'eau et des besoins des communautés spécifiques; - l'étude des effets des relations entre les hommes et les femmes sur l'adoption des technologies solaires de collecte de l'eau de pluie et de désinfection; - l'étude des pratiques de gouvernance pertinentes et des capacités de décision aux niveaux local, national et international ayant une incidence sur l'utilisation de technologies solaires intégrées pour le traitement de l'eau potable au point d'utilisation; - la détermination de la faisabilité et des défis existant aux niveaux domestique, communautaire, régional et national pour l'adoption de technologies solaires intégrées pour le traitement de l'eau potable au point d'utilisation; et - la conception conjointe de programmes d'action et éducatifs communautaires et tenant compte de l'égalité hommes-femmes pour l'adoption appropriée des technologies solaires. L'objectif global est de transformer l'accès à l'eau potable grâce à l'intégration des sciences sociales, de l'éducation et des technologies solaires.
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le projet: 3 084 351,25 EUR. Contribution de la CE demandée pour les PMA partenaires: <ul style="list-style-type: none"> - Malawi (Université du Malawi): 144 625 EUR. - Ouganda (Université de Makerere): 200 000 EUR. - Éthiopie (Université de Mekelle): 200 000 EUR.
Domaine technologique	Technologies de traitement de l'eau.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	En améliorant l'accès à l'eau potable pour les ménages ou les communautés, le projet améliorera la santé, le bien-être et les finances (les proches aidants peuvent générer des revenus plutôt que de s'occuper des malades) des catégories les plus vulnérables de la population dans les pays en développement. Le projet contribuera à la réalisation des Objectifs de développement durable des Nations Unies.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	4 ans (date de début: 1 ^{er} juin 2016).
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur du projet: Royal College of Surgeons in Ireland (Irlande); Stephanie O'Connor, sloconnor@rcsi.ie ; Niamh O'Dowd, niamhodowd@rcsi.ie .

Intitulé du projet/programme	AfricanBioServices – Établir des liens entre la biodiversité et les fonctions et services de l'écosystème dans le grand écosystème du Serengeti-Mara (GSME) – facteurs de changement, causalités et stratégies de gestion durable.
Objectif ou objet	La dépendance directe des hommes à l'égard des services écosystémiques est bien plus grande dans les régions en développement, où la pauvreté limite l'accès aux ressources. Cette dépendance rend également les habitants des pays en développement plus sensibles au changement climatique que dans les pays développés. La croissance démographique détériore l'habitat naturel, la biodiversité et les services écosystémiques, à l'origine d'une spirale de la pauvreté et d'un niveau de bien-être faible. Ceci demande des solutions innovantes englobant l'ensemble du système socio-écologico-économique, comme le prévoit à l'échelle mondiale l'évaluation des écosystèmes pour le millénaire. Cependant, des solutions innovantes et pratiques nécessitent le passage à des échelles régionales pour identifier des facteurs concrets du changement. Dans le cas de l'Afrique en particulier, l'interaction entre croissance démographique, changement d'affectation des terres, changement climatique et bien-être humain est un défi majeur. Ce projet se concentre sur l'écosystème du Serengeti Maasai Mara et les zones agricoles connexes, une région d'Afrique de l'Est englobant des parties du Kenya et de la Tanzanie. Cet écosystème est connu dans le monde entier pour des aspects essentiels de sa biodiversité, comme la migration de 1,3 million de gnous. Ce rôle d'écosystème emblématique renforcera l'intérêt international pour ce projet. Dans le cadre de ce projet, des chercheurs internationaux de premier plan venus de Norvège, des Pays Bas, d'Écosse, du Danemark et d'Allemagne collaborent avec des partenaires de choix de Tanzanie et du Kenya.
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays	Coordonnateur du projet: Norges Teknisk-Naturvitenskapelige Universitet (Norvège).
Membres développés	Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE:
	<ul style="list-style-type: none"> - Stiftelsen Norsk Institutt for Naturforskning Nina (Norvège); - Universitaet Hohenheim (Allemagne); - University of Glasgow (Royaume-Uni); - Rijksuniversiteit Groningen RUG (Pays-Bas); et - Kobenhavns Universitet (Danemark). Autres partenaires en provenance d'États non membres de l'UE participant au projet: <ul style="list-style-type: none"> - Service de la faune et de la flore sauvages (Kenya); - Institut international de recherche sur l'élevage (Kenya); et - Direction de recensement des ressources et de télédétection (Kenya). Partenaires responsables en provenance de PMA: <ul style="list-style-type: none"> - Institut Tawiri de recherche sur la faune sauvage (Tanzanie); - Université de Dodoma (Tanzanie); - Université d'agriculture de Sokoine (Tanzanie); et - Université de Dar es-Salaam (Tanzanie).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Tanzanie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	

Intitulé du projet/programme	AfricanBioServices – Établir des liens entre la biodiversité et les fonctions et services de l'écosystème dans le grand écosystème du Serengeti-Mara (GSME) – facteurs de changement, causalités et stratégies de gestion durable.
Entreprises ou institutions bénéficiaires	- Institut Tawiri de recherche sur la faune sauvage (Tanzanie); - Université de Dodoma (Tanzanie); - Université d'agriculture de Sokoine (Tanzanie); et - Université de Dar es-Salaam (Tanzanie).
Nature des incitations	Les recherches ont pour but: - de rassembler et d'intégrer les données kenyanes et tanzaniennes pertinentes sur la région jusqu'alors distinctes; - de quantifier les liens entre croissance démographique, évolution de l'utilisation des terres, changement climatique et modification de la biodiversité; - d'évaluer l'incidence de l'évolution de la biodiversité sur l'évolution des principaux services écosystémiques; et - de quantifier la dépendance des moyens de subsistance des populations à l'égard de ces services écosystémiques. Le projet mettra en œuvre des moyens innovants de communication et de diffusion des résultats de l'"engagement continu" des parties prenantes locales.
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le projet: 9 891 768,50 EUR. Contribution totale de la CE demandée pour le PMA (Tanzanie): 1 567 677,50 EUR, dont: – Institut Tawiri de recherche sur la faune sauvage 1 033 912,50 EUR; – Université de Dodoma: 160 250,00 EUR; – Université agricole de Sokoine: 167 520,00 EUR; et – Université de Dar es-Salaam: 205 995,00 EUR.
Domaine technologique	Biodiversité, fonctions et services des écosystèmes, stratégies de gestion durables.
Catégorie de technologie	Biotechnologie et biodiversité
Résultats ou impact	Le projet aura pour résultats: - d'évaluer l'incidence des facteurs directs, indirects et émergents du changement, séparément, en combinaison et dans leur interaction, sur l'état et l'évolution de la biodiversité et des fonctions des écosystèmes; - d'évaluer les causalités entre biodiversité et services écosystémiques; - de fournir des méthodes de prévision pour anticiper l'évolution future des facteurs du changement, leur incidence attendue sur la biodiversité et leurs conséquences sur la prestation de services écosystémiques; - de développer et peaufiner des indicateurs solides et économiques de la biodiversité, des fonctions/de la résilience des écosystèmes et des services écosystémiques; et - d'aboutir à de nouvelles solutions durables pour parvenir au double objectif de protection de la biodiversité et d'amélioration des avantages tirés par la population des écosystèmes uniques présents dans la région.
Statut du programme ou du projet	Achévé
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juin 2015 au 1 ^{er} septembre 2019.
Site Web pour plus d'informations	http://www.ntnu.edu/africanbio
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Pr. Eivin Røskoft (coordonnateur), Département de biologie, Université norvégienne de sciences et de technologies, Høgskoleringen 5, Realfagbygget, EU2 146, 7491 Trondheim, Norvège

Intitulé du projet/programme	AfriCultuReS – Renforcer la sécurité alimentaire dans les systèmes agricoles africains avec le soutien de la télédétection
Objectif ou objet	Le projet AfriCultuReS – Renforcer la sécurité alimentaire dans les systèmes agricoles africains avec le soutien de la télédétection – a pour objectif de concevoir, mettre en œuvre et démontrer un système intégré de surveillance et d'alerte précoce dans le domaine agricole, en soutien à la prise de décision dans le domaine de la sécurité alimentaire. AfriCultuReS fournira un large éventail de renseignements sur la production et de données climatiques, biophysiques et économiques pour diverses régions d'Afrique.
Organisme offrant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020 Coordonnateur du projet: GMV AEROSPACE AND DEFENCE SA (Espagne). Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - ARISTOTELIO PANEPISTIMIO THESSALONIKIS (Grèce); - DRAXIS Environmental S.A. (Grèce); - NOORT HARMANNUS, CONRADUS PIETER (Pays-Bas); - UNIVERSITA DEGLI STUDI DI ROMA LA SAPIENZA (Italie); - SVERIGES METEOROLOGISKA OCH HYDROLOGISKA INSTITUT (Suède); - UNIVERSIDAD DE CANTABRIA (Espagne); - UNIVERSITY OF LEEDS (Royaume-Uni); - UNIVERSITY OF SHEFFIELD (Royaume-Uni); Autres partenaires en provenance d'États non membres de l'UE participant au projet: - CENTRE FOR REMOTE SENSING AND GEOGRAPHIC INFORMATION SERVICES LBG (Ghana); - LOCATE IT LIMITED (Kenya); - OBSERVATOIRE DU SAHARA ET DU SAHEL (Tunisie); - SOUTH AFRICA NATIONAL SPACE AGENCY (Afrique du Sud); Partenaires responsables en provenance de PMA: - CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET (Niger); - UNIVERSIDADE EDUARDO MONDLANE (Mozambique); - GEOSAS CONSULTING SERVICE PLC (Éthiopie); - UNIVERSITY OF RWANDA (Rwanda).
Membre(s) bénéficiaire(s) Observateur(s) bénéficiaire(s)	Mozambique; Niger; Rwanda.
Entreprises ou institutions bénéficiaires	CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET (Niger); - UNIVERSIDADE EDUARDO MONDLANE (Mozambique); - GEOSAS CONSULTING SERVICE PLC (Éthiopie); - UNIVERSITY OF RWANDA (Rwanda).
Nature des incitations	Les recherches renforceront la capacité opérationnelle des utilisateurs dans les activités de gestion des zones agricoles, réduiront les coûts et amélioreront les résultats: - en donnant accès à des services en ligne pertinents et en intégrant des produits de R-D innovants ayant été testés auparavant par des organismes qui en sont des utilisateurs finals, dans leur propre processus de prise de décision; - en accumulant davantage de renseignements à jour et exacts susceptibles d'améliorer leur degré de préparation et leur efficacité opérationnelle; - en obtenant, de manière fiable, transparente et rapide, des renseignements sur la situation des systèmes de culture et d'élevage, et en renforçant la coopération transnationale entre les utilisateurs qui peuvent partager les mêmes renseignements.
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le projet: 8 531 533,20 EUR. Contribution totale de la CE demandée pour les PMA partenaires: 1 190 320 EUR, dont: - CENTRE RÉGIONAL AGRHYMET (Niger): 494 132,50 EUR - UNIVERSIDADE EDUARDO MONDLANE (Mozambique): 140 812,50 EUR - GEOSAS CONSULTING SERVICE PLC (Éthiopie): 387 500 EUR - UNIVERSITY OF RWANDA (Rwanda): 167 875 EUR.

Intitulé du projet/programme	AfriCultuReS – Renforcer la sécurité alimentaire dans les systèmes agricoles africains avec le soutien de la télédétection
Domaine technologique	Les modèles de prévision des rendements des cultures et de la biomasse seront améliorés grâce à la mise en commun des données d'observation de la Terre et des modèles climatiques, en mettant l'accent sur l'utilisation des capteurs complémentaires des constellations Sentinelles de l'UE.
Catégorie de technologie	Alimentation et agriculture.
Résultats ou impact	Le projet aura pour résultats: - de produire un outil en ligne pour appuyer la prise de décision précoces par les parties prenantes de la production alimentaire en Afrique; - d'accroître la participation des citoyens et des parties prenantes à la gestion des chaînes de production et d'approvisionnement alimentaires en Afrique en tenant compte des questions relatives au genre et du rôle des femmes dans la production et dans l'approvisionnement alimentaires; - de renforcer la participation des organisations africaines aux projets GEO et Copernicus (initiative GMES et Afrique); - d'encourager la coopération avec les initiatives qui développent le Cadre mondial pour les services climatologiques (CMSC) dans les pays africains; - de contribuer à la mise en œuvre des ODD, et en particulier l'objectif 2 "Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable" et l'objectif 13 "Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions"; - de poser des bases solides en matière d'observation de la Terre en vue d'un Partenariat UE-Afrique pour la recherche et l'innovation axé sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et sur une agriculture durable; - de contribuer à une évaluation indépendante et neutre de la production agricole en Afrique; - d'améliorer la capacité de prise de décision en matière d'approvisionnement alimentaire et de gestion de l'alimentation en Afrique; et - de développer les prévisions en matière d'approvisionnement alimentaire et l'évaluation des risques agricoles à l'échelle du continent africain au-delà des capacités actuelles.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} novembre 2017 au 31 octobre 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	GMV AEROSPACE AND DEFENCE SA, Calle Isaac Newton Parque Tecnológico De Madrid, 28760 Tres Cantos.

Intitulé du projet/programme	E-Shape: EuroGEOSS présente: applications développées par l'Europe
Objectif ou objet	<p>La proposition E-Shape est motivée par la nécessité de développer des services opérationnels d'observation de la Terre, avec et pour les utilisateurs, et de créer un environnement propice permettant d'exploiter les forces de l'Europe en vue de relever les défis sociétaux, d'encourager l'esprit d'entreprise et de soutenir un développement durable. Les objectifs de la proposition sont les suivants: 1) développer des services opérationnels d'observation de la Terre avec et pour les utilisateurs actifs dans des secteurs clés de la société; 2) démontrer les avantages des projets pilotes d'observation de la Terre grâce à l'exploitation en aval coordonnée des données d'observation de la Terre et à l'utilisation des ressources existantes en matière d'observation de la Terre; 3) promouvoir l'adoption des projets pilotes au niveau national et international, sur les marchés verticaux (privés et publics) et par des communautés d'utilisateurs clés; 4) favoriser la durabilité à long terme des nombreux projets pilotes, leur pénétration sur les marchés publics et privés, et soutenir leur déploiement à plus grande échelle; et 5) développer leur adoption en attirant l'attention sur les solutions élaborées grâce à des activités de communication, de diffusion et de sensibilisation sur-mesure et bien ciblées. La proposition vise à mettre en place et à promouvoir une organisation durable vouée à l'adoption par les utilisateurs des ressources européennes en matière d'observation de la Terre, en s'appuyant sur Copernicus et GEOSS et grâce au développement de projets pilotes conçus conjointement (par exemple produits, services ou solutions axés sur les applications) sur la base d'une approche centrée sur les utilisateurs afin d'apporter une valeur économique, sociale et politique aux citoyens européens. Elle vise également, en développant les 27 projets pilotes répartis en 7 groupes, à fournir des informations qui contribueront également aux 3 engagements souscrits dans le cadre de GEO (ODD, Accord de Paris et Cadre de Sendai).</p>
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020

Intitulé du projet/programme	E-Shape: EuroGEOSS présente: applications développées par l'Europe
<p>Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés</p>	<p>Coordonnateur du projet: ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT DES MÉTHODES ET PROCESSUS INDUSTRIELS (France). Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - ACADEMY OF ATHENS (Grèce); - ASSOCIATION EUROPÉENNE EURISY (France); - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) (France); - CENTRO DE INVESTIGACION ECOLOGICA Y APLICACIONES FORESTALES (Espagne); - COLLECTE LOCALISATION SATELLITES (France); - CONSIGLIO NAZIONALE DELLE RICERCHE (Italie); - Centro Internazionale in Monitoraggio Ambientale - Fondazione CIMA (Italie); - DANMARKS TEKNISKE UNIVERSITET (Danemark); - DEIMOS SPACE SOCIEDAD LIMITADA UNIPERSONAL (Espagne); - DEUTSCHER WETTERDIENST (Allemagne); - DEUTSCHES ZENTRUM FÜR LUFT - UND RAUMFAHRT E.V. (Allemagne); - DIABALKANIKO KENTRO PERIBALLONTOS (Grèce); - DRAXIS ENVIRONMENTAL S.A. (Grèce); - ETHNIKO KENTRO EREVNAS KAI TECHNOLOGIKIS ANAPTYXIS (Grèce); - EUROPEAN ASSOCIATION OF REMOTE SENSING COMPANIES (Belgique); - EUROPEAN UNION SATELLITE CENTRE (ESPAGNE); - EVENFLOW (Belgique); - EUR GEOSURVEYS - EGS (Belgique); - FONDAZIONE CENTRO EURO-MEDITERRANEO SUI CAMBIAMENTI CLIMATICI (Italie); - HELMHOLTZ-ZENTRUM FÜR UMWELTFORSCHUNG GMBH - UFZ (Allemagne); - HELMHOLTZ-ZENTRUM GEESTHACHT ZENTRUM FÜR MATERIAL - UND KÜSTENFORSCHUNG GMBH (Allemagne); - HELSINGIN YLIOPISTO (Finlande); - ILMATIETEEN LAITOS (Finlande); - INSTITUTO PORTUGUÊS DO MAR E DA ATMOSFERA IP (Portugal); - INTEGRATED CARBON OBSERVATION SYSTEM - EUROPEAN RESEARCH INFRASTRUCTURE CONSORTIUM (Finlande); - INTERNATIONALES INSTITUT FÜR ANGEWANDTE SYSTEMANALYSE (Autriche); - INSTITUTO NAZIONALE DI GEOFISICA E VULCANOLOGIA (Italie); - LUXEMBOURG INSTITUTE OF SCIENCE AND TECHNOLOGY (Luxembourg); - MARIENE INFORMATIE SERVICE MARIS BV (Pays-Bas); - MARTIN-LUTHER-UNIVERSITÄT HALLE-WITTENBERG (Allemagne); - Masarykova univerzita (République tchèque); - NATIONAL OBSERVATORY OF ATHENS (Grèce); - NEUROPUBLIC AE PLIROFORIKIS & EPIKOINONION (Grèce); - OPEN GEOSPATIAL CONSORTIUM (Europe) LIMITED LBG (Royaume-Uni); - PLANETEK ITALIA SRL (Italie); - PLYMOUTH MARINE LABORATORY (Royaume-Uni); - STICHTING DELTARES (Pays-Bas); - STICHTING WAGENINGEN RESEARCH (Pays-Bas); - SUOMEN YMPARISTOKESKUS (Finlande); - SVERIGES METEOROLOGISKA OCH HYDROLOGISKA INSTITUT (Suède); - TRANSVALOR S.A. (France); - UMWELTBUNDESAMT GESELLSCHAFT MIT BESCHRANKTER HAFTUNG (UBA-GMBH) (AUTRICHE); - UNIVERSITA DELLA CALABRIA (Italie); - UNIVERSITAET BAYREUTH (Allemagne); - UNIVERSITEIT TWENTE (Pays-Bas); - VEDURSTOFA ISLANDS (Islande); - VLAAMSE INSTELLING VOOR TECHNOLOGISCH ONDERZOEK N.V. (Belgique); - ZENTRALANSTALT FÜR METEOROLOGIE UND GEODYNAMIK (Autriche); Autres partenaires en provenance d'États non membres de l'UE participant au projet: - SCHWEIZERISCHE FORSCHUNGSINSTITUT FÜR HOCHGEBIRGSKLIMA UND MEDIZIN IN DAVOS (Suisse); - TEL AVIV UNIVERSITY (Israël); Partenaire responsable en provenance de PMA: - MEKELLE UNIVERSITY (Éthiopie).</p>
<p>Membre(s) bénéficiaire(s) Observateur(s) bénéficiaire(s)</p>	

Intitulé du projet/programme	E-Shape: EuroGEOSS présente: applications développées par l'Europe
Entreprises ou institutions bénéficiaires	- MEKELLE UNIVERSITY (Éthiopie) Utilisateurs finals: KIFIYA, ATA, IFAD, Ministère de l'agriculture, Ministère des finances, banques d'État, Financial Public Enterprises Agency, compagnies d'assurance, agriculteurs.
Nature des incitations	Les recherches ont pour but: - de fournir un service financier aux petits exploitants en Éthiopie grâce à un produit visant à atténuer les risques (assurance) utilisant les géodonnées et offrant une protection de base contre les risques liés aux conditions météorologiques. La fourniture du service sera appuyée par des formations sur le terrain et un soutien en ligne pour assurer la durabilité du produit à long terme et l'indépendance des pays en termes de connaissances et de compétences.
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le projet: 14 998 976,27 EUR. Contribution totale de la CE demandée pour le PMA (Éthiopie): 51 812,50 EUR, dont: - Mekelle University (Éthiopie): 51 812,50 EUR.
Domaine technologique	Indice de végétation, assurance-récolte.
Catégorie de technologie	Alimentation et agriculture.
Résultats ou impact	Le projet aura pour résultats: - d'aider les agriculteurs en leur fournissant des conseils pratiques, - d'aider les agriculteurs à appliquer les procédures d'évaluation de la conformité, - de cartographier les types de cultures et d'assurer un suivi des obligations écologiques découlant des procédures d'évaluation de la conformité, - d'identifier les cultures grâce à l'utilisation et à la fusion de données d'observation de la Terre, de données <i>in situ</i> et de données provenant de sources participatives.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} mai 2019 au 30 avril 2023.
Site Web pour plus d'informations	https://www.armines.net/fr
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	ASSOCIATION POUR LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT DES MÉTHODES ET PROCESSUS INDUSTRIELS, 60 boulevard Saint-Michel, 75272 Paris, France.

Intitulé du projet/programme	Ground Truth 2.0 – Découverte de connaissances environnementales par le recueil de données par des individus
Objectif ou objet	Mise en œuvre d'observatoires citoyens durables pour la démonstration de leurs avantages sociétaux et économiques; rôle accru des citoyens dans l'élaboration des politiques; amélioration de la réaction et de la qualité des informations pour les décideurs politiques.
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Coordonnateur: Stichting IHE Delft (Pays-Bas). Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - Hydrologic Research BV (Pays-Bas); - Stichting Akvo (Pays-Bas); - Tygron Serious Gaming BV (Pays-Bas); - Vlaamse Instelling voor Technologisch Onderzoek N.V. (Belgique); - Starlab Barcelona SL (Espagne); - Altran Innovación SL (Espagne); - Centro de Investigación Ecológica y Aplicaciones Forestales (Espagne); - Stockholms Universitet (Suède); - Gavagai AB (Suède); et - Conservation Education and Research Trust (Royaume-Uni). Autres partenaires en provenance de pays non membres de l'UE: - Trans-African Hydro-Meteorological Observatory (Kenya); et - Upande Limited (Kenya).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Partenaire du projet: Fonds mondial pour la nature (WWF) Zambie. Utilisateurs finals: ministères zambiens (forêts, faune et flore sauvages, agriculture et météorologie), conseils communautaires locaux sur les ressources et WWF.
Nature des incitations	Le projet vise à: - mobiliser les citoyens dans la collecte à grande échelle de données et maintenir leur engagement actif et continu dans les observatoires pour la planification coopérative et la protection de l'environnement; - adapter, tester et valider des technologies interopérables et modulables pour la collecte citoyenne de données à grande échelle permettant de réduire les coûts par rapport aux sources de données existantes; - fournir des technologies et des approches répondant aux préoccupations liées à l'utilisation des données recueillies par des citoyens en ce qui concerne la protection de la vie privée, la fiabilité et la responsabilité; - améliorer la cartographie d'utilisation des sols en améliorant la disponibilité de données relatives à l'utilisation des sols, la cohérence des séries chronologiques des cartes d'utilisation des sols et l'accessibilité aux informations relatives à l'utilisation des sols; - permettre aux citoyens de jouer un rôle actif dans la planification, la prise de décision et la gouvernance pour améliorer la gestion des questions environnementales; - assurer la durabilité à long terme des observatoires citoyens; et - créer des possibilités d'affaires et un accès au marché.
Implications financières	Contribution totale de la CE: 4 975 093,89 EUR. Contribution de la CE demandée pour le PMA partenaire: Fonds mondial pour la nature (WWF) Zambie: 115 803,75 euros.
Domaine technologique	Collecte citoyenne de données à grande échelle – gestion des observatoires citoyens, des sols et des ressources naturelles.
Catégorie de technologie	Technologies de l'information et de la communication.

Intitulé du projet/programme	Ground Truth 2.0 – Découverte de connaissances environnementales par le recueil de données par des individus
Résultats ou impact	- Prise de décision améliorée grâce à la responsabilisation et la participation active des citoyens et des associations citoyennes à la surveillance de l'environnement, à la planification coopérative et à la protection de l'environnement, avec une incidence particulière sur la gestion des ressources foncières; - meilleure mise en œuvre des objectifs en matière de gouvernance et de politiques mondiales; - baisse des coûts et élargissement de la composante in situ de l'initiative GEOSS et Copernicus; et - création de nouveaux débouchés.
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	3 ans (date de début: 1 ^{er} septembre 2016).
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Stichting IHE Delft; Gaetano Casale: g.casale@unesco-ihe.org ; Carolien Jaspers: c.jaspers@unesco-ihe.org ; Meike Remmers: m.remmers@unesco-ihe.org .

Intitulé du projet/programme	MonoCLE: Réseaux d'observation à plusieurs niveaux pour la surveillance optique des eaux côtières, des lacs et des estuaires
Objectif ou objet	MONOCLE innove et développe des technologies pour les capteurs, les plates-formes et le traitement des données afin d'accroître la couverture et de réduire le coût des capteurs <i>in situ</i> dans les eaux continentales et côtières. Ces écosystèmes sont particulièrement vulnérables face aux effets anthropogéniques directs, mais revêtent une grande importance économique et sont essentiels pour un approvisionnement durable en denrées alimentaires, en énergie et en eau propre. Dans le même temps, c'est dans ces eaux que les capacités d'observation de la Terre génèrent les moins bons résultats à l'heure actuelle.
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Coordonnateur du projet: PLYMOUTH MARINE LABORATORY (Royaume-Uni). Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - PEAK DESIGN LIMITED (Royaume-Uni); - INSTITUTUL NATIONAL DE CERCETARE-DEZVOLTARE PENTRU GEOLOGIE SI GEOECOLOGIE MARINA - GEOECOMAR (Roumanie); - SCHMIDT NORBERT CARL (Pays-Bas); - DRONEGRID (Belgique); - CONSERVATION EDUCATION AND RESEARCH TRUST (Royaume-Uni); - AGENCIA ESTATAL CONSEJO SUPERIOR DEINVESTIGACIONES CIENTIFICAS (Espagne); - WATER INSIGHT BV (Pays-Bas); - UNIVERSITY OF STIRLING (Royaume-Uni); - UNIVERSITEIT LEIDEN (Pays-Bas); - VLAAMSE INSTELLING VOOR TECHNOLOGISCH ONDERZOEK N.V. (Belgique) Partenaire responsable en provenance de PMA: - TANZANIA FISHERIES RESEARCH INSTITUTE (Tanzanie)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Tanzanie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	- TANZANIA FISHERIES RESEARCH INSTITUTE (Tanzanie).
Nature des incitations	Les recherches ont pour but: - de réduire les incertitudes dans l'observation de la Terre en déterminant les propriétés optiques de l'air et de l'eau; - de déployer de nouveaux capteurs améliorés sur des plates-formes autonomes (bouées, navires, drones) et de combler les lacunes en matière d'information en élaborant des solutions complémentaires à bas coût à l'intention des scientifiques bénévoles; - de fournir des observations de référence essentielles nécessaires pour poursuivre l'amélioration et le développement des services relatifs à la qualité de l'eau fondés sur l'observation de la Terre.
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le projet: 4 999 862,50 EUR. Contribution totale de la CE demandée pour le PMA (Tanzanie): 119 125 EUR, dont: - TANZANIA FISHERIES RESEARCH INSTITUTE (Tanzanie): 119 125 EUR.
Domaine technologique	La campagne mettra l'accent sur les questions biologiques relatives à la qualité de l'eau.
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies de l'information et de la communication.

Intitulé du projet/programme	MonoCLE: Réseaux d'observation à plusieurs niveaux pour la surveillance optique des eaux côtières, des lacs et des estuaires
Résultats ou impact	Le projet aura pour résultats: – de démontrer la valeur ajoutée des réseaux de capteurs axés sur l'observation de la Terre et sur la qualité de l'eau pour les services d'observation de la Terre de Copernicus, pour le courtage de données dans le cadre de GEOSS et pour les initiatives de renforcement des capacités de GEO, grâce à plusieurs campagnes de validation et de cas d'utilisation, y compris dans les régions disposant de peu de données où aucune infrastructure de ce type n'existe encore; – de fournir les renseignements nécessaires pour garantir la sécurité de l'approvisionnement en produits alimentaires, en eau et en énergie, pour faire face à la rareté des ressources naturelles, pour élaborer des solutions d'atténuation et d'adaptation face au changement climatique, et pour rendre les communautés plus résilientes face aux catastrophes naturelles; – de réduire les exigences technologiques et informatiques pour les innovateurs et les consultants.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} février 2018 au 31 janvier 2022.
Site Web pour plus d'informations	https://www.pml.ac.uk/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	PLYMOUTH MARINE LABORATORY, Prospect Place, The Hoe, PL1 3dh Plymouth, Royaume-Uni

Intitulé du projet/programme	PRE-LEAP-RE – Créer une communauté UA-UE de recherche et d'innovation à long terme dans le secteur des énergies renouvelables
Objectif ou objet	Élaborer un programme d'activités commun pour la recherche sur les énergies renouvelables entre l'Europe et l'Afrique.
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Coordonnateur du projet: COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES (CEA) (France). Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - ALLIANCE EUROPÉENNE DE RECHERCHE DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE (Belgique); - JYVASKYLAN YLIOPISTO (Finlande); - LGI CONSULTING (France); - DEUTSCHES ZENTRUM FÜR LUFT - UND RAUMFAHRT E.V. (Allemagne); - KNOWLEDGE & INNOVATION CONSULTANTS SYMVOULEFTIKI MONOPROSOPI EPE (Grèce); - POLITECNICO DI MILANO (Italie); - KIC InnoEnergy SE (Pays-Bas); - NEDERLANDSE ORGANISATIE VOOR WETENSCHAPPELIJK ONDERZOEK (Pays-Bas); - ASSOCIATION OF COMMONWEALTH UNIVERSITIES (Royaume-Uni). Autres partenaires en provenance de pays non membres de l'UE: - MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (Algérie); - STRATHMORE UNIVERSITY (KENYA); - NATIONAL RESEARCH FOUNDATION (Afrique du Sud); - DEPARTMENT OF SCIENCE AND TECHNOLOGY (Afrique du Sud)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso; Rwanda; Sénégal.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	- FONDATION 2IE ASSOCIATION (Burkina Faso); - AFRICA ENERGY SERVICES GROUP LTD (Rwanda); - AGENCE NATIONALE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (Sénégal).
Nature des incitations	L'approche consiste à créer ensemble un programme d'activités commun devant être mis en œuvre conjointement dans le cadre de la deuxième phase du projet. Les chercheurs et les organismes de financement des 2 parties, européens et africains, ont été interrogés et consultés.
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le projet: 996 762,50 EUR. Contribution de la CE demandée pour les PMA partenaires: FONDATION 2IE ASSOCIATION (Burkina Faso) 21 387,50 EUR; - AFRICA ENERGY SERVICES GROUP LTD (Rwanda): 35 312,50 EUR; - AGENCE NATIONALE POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES (Sénégal): 22 075,00 EUR.
Domaine technologique	Technologies liées aux énergies renouvelables.
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement.
Résultats ou impact	Programme d'activités de recherche commun UE-Afrique dans le domaine des technologies liées aux énergies renouvelables.
Statut du programme ou du projet	Achévé
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 août 2019.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	M. Bouchet Bertrand, COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES, International Relations Division, 25 RUE LEBLANC, 75015 Paris 15, France.

Intitulé du projet/programme	FarFish: gestion axée sur les résultats et renforcement des capacités adaptés aux besoins dans les eaux visées par les accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable conclus par l'UE et dans les eaux internationales
Objectif ou objet	<p>L'objectif de FarFish consiste à améliorer la connaissance, ainsi que la gestion, des pêcheries de l'UE situées hors de l'Europe, tout en contribuant à leur durabilité et à leur rentabilité à long terme. 21% des prises de l'UE proviennent des eaux d'autres pays. Ces pêcheries sont souvent mal réglementées; les décisions de gestion sont parfois fondées sur des connaissances limitées et sur des capacités insuffisantes pour faire respecter les règles; et le respect des règles et la confiance entre les parties prenantes sont souvent insuffisants.</p> <p>FarFish comblera ces lacunes grâce à une approche multidisciplinaire et innovante mettant l'accent sur 6 cas d'études variés, quatre concernant des eaux visées par un accord de partenariat dans le domaine de la pêche durable (APPD) et 2 concernant des eaux internationales. En premier lieu, FarFish analysera l'impact biologique, écologique, technologique, économique, politique et social des pêcheries de l'UE dans les cas d'études pour faire progresser les connaissances et promouvoir une exploitation durable et rentable. En deuxième lieu, le projet introduira dans ces pêcheries des approches de gestion axée sur les résultats et de nouveaux outils d'aide à la prise de décision, et testera leur applicabilité en collaboration avec les parties prenantes. En troisième lieu, FarFish renforcera les capacités des parties prenantes en matière de gestion de la pêche et dans les disciplines connexes. Les résultats de FarFish auront une application à la fois immédiate et à long terme. FarFish regroupe des parties prenantes variées – représentants des flottes de l'UE et de pays tiers, scientifiques, décideurs, organisations régionales de gestion de la pêche (ORGP), branches de production et parties prenantes concernées venant de zones non couvertes par les cas études mais revêtant une importance pour la flotte de l'UE – et qui forment une plate-forme pour la coopération future entre l'UE et les pays tiers.</p> <p>FarFish met en œuvre le programme de travail en améliorant les connaissances au sein des pêcheries concernées, en élaborant des outils et des modèles de gestion, en améliorant les compétences professionnelles, et en partageant les nouvelles découvertes, conformément aux priorités des APPD, des ORGP et de la PCP. FarFish contribuera à une gestion durable, à la résilience et à l'efficacité des chaînes de valeur des produits de la mer, renforcera la sécurité alimentaire de l'Europe, stimulera la rentabilité à long terme et favorisera l'emploi.</p>
Organisme offrant les incitations	Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020

Intitulé du projet/programme	FarFish: gestion axée sur les résultats et renforcement des capacités adaptés aux besoins dans les eaux visées par les accords de partenariat dans le domaine de la pêche durable conclus par l'UE et dans les eaux internationales
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Coordonnateur du projet: MATIS OHF (Islande). Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - AGENCIA ESTATAL CONSEJO SUPERIOR DE INVESTIGACIONES CIENTIFICAS (Espagne); - ASOCIACIÓN NACIONAL DE FABRICANTES DE CONSERVAS DE PESCADOS Y MARISCOS-CENTRO TÉCNICO NACIONAL DE CONSERVACIÓN DE PRODUCTOS DE LA PESCA (Espagne); - CENTRO TECNOLÓGICO DEL MAR - FUNDACION CETMAR (Espagne); - ORGANIZACION DE PRODUCTORES DE PESCA FRESCA DEL PUERTO Y RIA DE MARIN (Espagne); - SHUTTLE THREAD LIMITED (Royaume-Uni); - UNIVERSITY OF PORTSMOUTH HIGHER EDUCATION CORPORATION (Royaume-Uni); - CENTRO DE CIENCIAS DO MAR DO ALGARVE (Portugal); 33 - UNIVERSIDADE DO ALGARVE (Portugal); - SYNTESA AP (Danemark); - CONSEJO CONSULTIVO DE FLOTA DE LARGA DISTANCIA EN AGUAS NO COMUNITARIAS (Espagne). Autres partenaires en provenance de pays non membres de l'UE: - UNIVERSIDADE DE SAO PAULO (Brésil); - INSTITUTO NACIONAL DE DESENVOLVIMENTO DAS PESCAS (Cabo Verde); - SP/F SYNTESA (îles Féroé); - HAFRANNSOKNASTOFNUNIN (Islande); - HAFRANNSOKNASTOFNUN, RANNSOKNA - OG RADGJAFARSTOFNUN HAFS OG VATNA (Islande); - UNIVERSITÉ CADI AYYAD (Maroc); - HAVFORSKNINGSINSTITUTTET (Norvège); - UNIVERSITETET I TROMSOE - NORGES ARKTISKE UNIVERSITET (Norvège); - NOFIMA AS (Norvège); - SEYCHELLES FISHING AUTHORITY (Seychelles).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mauritanie; Sénégal.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Mauritanie: - INSTITUT MAURITANIEN DE RECHERCHES OCÉANOGRAPHIQUES ET DES PÊCHES; Sénégal: - CONSERVATION AND RESEARCH OF WEST AFRICAN AQUATIC MAMMALS (COREWAM) - INSTITUT SÉNÉGALAIS DE RECHERCHES AGRICOLES.
Nature des incitations	
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le projet: 69 999 440 EUR. Contribution de la CE demandée pour le PMA partenaire.
Domaine technologique	
Catégorie de technologie	Biotechnologie et biodiversité; alimentation et agriculture.
Résultats ou impact	
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juin 2017 au 31 mai 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	TRIATLAS – Prévion climatique des écosystèmes marins de l'Atlantique Sud et Tropical pour une gestion durable de l'Océan
<p>Objectif ou objet</p>	<p>Une gestion durable des activités humaines ayant une incidence sur les écosystèmes marins de l'Atlantique est essentielle pour maintenir leur bonne santé et pour soutenir l'économie bleue dans les pays riverains. TRIATLAS y contribuera en apportant des connaissances sur l'état actuel et sur les changements à venir des écosystèmes marins de l'Atlantique. Pour y parvenir, le projet met en œuvre une approche à l'échelle du bassin intégrant les recherches du Nord et du Sud qui comblent des lacunes fondamentales en matière de connaissances concernant l'Atlantique Sud et Tropical, lesquelles entravent la compréhension du bassin dans son ensemble. Nous rassemblerons une équipe interdisciplinaire d'écologistes marins, d'océanographes physiques, de climatologues et de chercheurs en sciences sociales issus de 34 institutions basées en Europe, en Afrique et en Amérique du Sud, ainsi que des parties prenantes multisectorielles et régionales. Nous améliorerons la connaissance des écosystèmes marins dans des zones clés de l'Atlantique en utilisant des observations existantes et de nouvelles observations fondamentales (physiques, biologiques, sociétales). Des modèles et des observations du système terrestre, de l'écologie et des questions socioéconomiques seront utilisés pour évaluer les effets cumulés des pressions (climat, pollution et pêche) à l'origine des fluctuations de l'écosystème marin, ainsi que les risques liés au point de bascule et les changements de régime. Nous développerons les premières prévisions concernant l'écosystème marin global de l'Atlantique pour les 40 prochaines années en associant les modèles prévisionnels les plus pointus pour le climat et les écosystèmes, ainsi que les trajectoires socioéconomiques partagées, et en réalisant des évaluations de la vulnérabilité socioéconomique, avec la participation des parties prenantes. TRIATLAS renforcera les capacités de recherche sur les écosystèmes marins, l'océanographie et le climat dans les pays riverains de l'océan Atlantique Sud et Tropical. Une coopération et une harmonisation étroites sont prévues avec les services compétents de la Commission européenne et avec le Cadre Sud-Sud pour la coopération scientifique et technique, ainsi qu'avec d'autres initiatives pertinentes dans le domaine. Nous contribuerons à l'intensification de la coopération sur le pourtour de l'Atlantique.</p>
<p>Organisme offrant les incitations</p>	<p>Programme de recherche et d'innovation de l'UE Horizon 2020</p>

Intitulé du projet/programme	TRIATLAS – Prévission climatique des écosystèmes marins de l'Atlantique Sud et Tropical pour une gestion durable de l'Océan
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Coordonnateur du projet: UNIVERSITETET I BERGEN (Norvège). Autres partenaires en provenance d'États membres de l'UE: - HELMHOLTZ ZENTRUM FÜR OZEANFORSCHUNG KIEL (Allemagne); - JOHANN HEINRICH VON THUENEN-INSTITUT, BUNDESFORSCHUNGSINSTITUT FÜR LAENDLICHE RAEUME, WALD UND FISCHEREI (Allemagne); - LEIBNIZ-ZENTRUM FÜR MARINE TROPENFORSCHUNG (ZMT) GMBH (Allemagne); - CHRISTIAN-ALBRECHTS-UNIVERSITAET ZU KIEL (Allemagne); - MÉTÉO-FRANCE (France); - CENTRE EUROPÉEN DE RECHERCHE ET DE FORMATION AVANCÉE EN CALCUL SCIENTIFIQUE (France); - INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT (France); - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) (France); - UNIVERSITÉ PAUL SABATIER TOULOUSE III (France); - BARCELONA SUPERCOMPUTING CENTRE - CENTRO NACIONAL DE SUPERCOMPUTACION (Espagne); - UNIVERSIDAD COMPLUTENSE DE MADRID (Espagne); - SORBONNE UNIVERSITÉ (France); - AGENCIA ESTATAL CONSEJO SUPERIOR DE INVESTIGACIONES CIENTIFICAS (Espagne); - ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE (France); - NATIONAL UNIVERSITY OF IRELAND GALWAY (Irlande); - UNITED KINGDOM RESEARCH AND INNOVATION (Royaume-Uni); - UNIVERSIDAD DE LAS PALMAS DE GRAN CANARIA (Espagne); - UNIVERSIDAD DE VIGO (Espagne). Autres partenaires en provenance de pays non membres de l'UE: - UNIVERSITY OF CAPE TOWN (Afrique du Sud); - INSTITUTO NACIONAL DE DESENVOLVIMENTO DAS PESCAS (Cabo Verde); - HAVFORSKNINGSINSTITUTTET (Norvège); - STIFTELSEN NANSEN SENTER FOR MILJOOG FJERNMALING (Norvège); - INSTITUTO NACIONAL DE INVESTIGACAO PESQUEIRA (Angola); - UNIVERSITÉ FELIX HOUPHOUET BOIGNY (Côte d'Ivoire); - CENTRE DE RECHERCHES OCÉANOLOGIQUES (Côte d'Ivoire); - UNIVERSIDADE FEDERAL DO RIO GRANDE-FURG (Brésil); - UNIVERSIDADE FEDERAL DE PERNAMBUCO (Brésil); - UNIVERSIDADE FEDERAL DE SANTA CATARINA (Brésil); - UNIVERSIDADE FEDERAL RURAL DE PERNAMBUCO (Brésil); - NORCE NORWEGIAN RESEARCH CENTRE AS (Norvège); - UNIVERSIDADE DE CABO VERDE (Cabo Verde); - UNIVERSIDADE FEDERAL DO RIO GRANDE DO NORTE (Brésil); - UNIVERSITY OF NAMIBIA (Namibie). Argentine; Bénin; Sénégal.
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Bénin: - UNIVERSITÉ D'ABOMEY-CALAVI; SÉNÉGAL: - INSTITUT SÉNÉGALAIS DE RECHERCHES AGRICOLES.
Nature des incitations	
Implications financières	Contribution de la CE demandée pour le projet: 825 millions d'EUR.
Domaine technologique	
Catégorie de technologie	Biotechnologie et biodiversité.
Résultats ou impact	
Statut du programme ou du projet	En cours.
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juin 2019 au 31 mai 2023.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Aligner la gestion des migrations sur les liens entre migration et développement
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium MIGNEX (convention de subvention n° 770453)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	SAMUEL HALL CONSULTING CO (Afghanistan).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	669 500,00 EUR
Domaine technologique	Sciences sociales et humaines.
Catégorie de technologie	Technologies de l'information et de la communication.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions de vie des migrants.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	5 ans (depuis le 1 ^{er} septembre 2018).
Site Web pour plus d'informations	https://www.mignex.org/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: Peace Research Institute Oslo (Norvège).

Intitulé du projet/programme	Réseau mondial de sciences sociales consacré aux maladies infectieuses et à la résistance aux antimicrobiens
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium SoNAR-Global (convention de subvention n° 825671).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	BRAC UNIVERSITY (Bangladesh).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	260 738,75 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Gouvernance et autres difficultés dans le cadre de la préparation et des réponses face aux menaces infectieuses.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions sanitaires.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	3 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://www.sonar-global.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: INSTITUT PASTEUR FRANCE (France).

Intitulé du projet/programme	Développement clinique précoce d'un vaccin vivant combiné atténué contre la diarrhée causée par les bactéries Shigella et ETEC
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium SHIGETECVAX (convention de subvention n° 815568).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	INTERNATIONAL CENTRE FOR DIARRHOEAL DISEASE RESEARCH BANGLADESH (Bangladesh).
Nature des incitations	
Implications financières	1 924 713,27 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Recherche et innovation dans le secteur de la santé.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Amélioration des conditions sanitaires.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	5 ans (à compter du 1 ^{er} septembre 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://cordis.europa.eu/project/rcn/222521/factsheet/en
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: EUROPEAN VACCINE INITIATIVE EWIV (Allemagne).

Intitulé du projet/programme	Vaccin contre la schistosomiase en Afrique. Phase I d'une étude clinique sur le SchistoShield®, un vaccin contre la schistosomiase, chez des adultes dans les zones endémiques d'Afrique subsaharienne
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium VASA (convention de subvention n° 815643).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	GROUPE DE RECHERCHE ACTION EN SANTÉ SARL (Burkina Faso).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	643 812,51 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Recherche et innovation dans le secteur de la santé.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions sanitaires.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	5 ans (depuis le 1 ^{er} juin 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://cordis.europa.eu/project/rcn/223199/factsheet/en
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: THE CHANCELLOR, MASTERS AND SCHOLARS OF THE UNIVERSITY OF OXFORD (ROYAUME-UNI).

Intitulé du projet/programme	Vaccin contre la schistosomiase en Afrique. Phase I d'une étude clinique sur le SchistoShield®, un vaccin contre la schistosomiase, chez des adultes dans les zones endémiques d'Afrique subsaharienne
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium VASA (convention de subvention n° 815643).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	UNIVERSITÉ OUAGA 1 PROFESSEUR JOSEPH KI-ZERBO (Burkina Faso).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	259 672,78 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Recherche et innovation dans le secteur de la santé.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions sanitaires.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	5 ans (depuis le 1 ^{er} juin 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://cordis.europa.eu/project/rcn/223199/factsheet/en
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: THE CHANCELLOR, MASTERS AND SCHOLARS OF THE UNIVERSITY OF OXFORD (ROYAUME-UNI).

Intitulé du projet/programme	Fourniture à plus grande échelle d'un ensemble de soins intégrés contre le diabète et l'hypertension chez les personnes vulnérables au Cambodge, en Slovaquie et en Belgique
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium SCUBY (convention de subvention n° 825432)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	NATIONAL INSTITUTE FOR PUBLIC HEALTH (CAMBODGE).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	446 700,00 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Recherche et innovation dans le secteur de la santé.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions sanitaires.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	4 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://www.scuby.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	PRINS LEOPOLD INSTITUUT VOOR TROPISCHE GENEESKUNDE (Belgique).

Intitulé du projet/programme	Représentations transnationales de déplacements: connectivité et mobilité comme solutions aux situations de réfugiés prolongés
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium TRAFIG (convention de subvention n° 822453).
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	UNIVERSITÉ D'ADDIS-ABEBA (Éthiopie).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	62 847,00 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Sciences sociales et humaines.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions de vie.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	3 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://trafig.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: Bonn International Centre for Conversion (Allemagne).

Intitulé du projet/programme	Promouvoir d'autres formes de gouvernance en matière de migration
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium ADMIGOV (convention de subvention n° 822625).
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	UNIVERSITÉ D'ADDIS-ABEBA (Éthiopie).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	41 414,00 EUR
Domaine technologique	Sciences sociales et humaines.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions de vie des migrants.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	4 ans (depuis le 1 ^{er} février 2019).
Site Web pour plus d'informations	http://admigov.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: University of Amsterdam (UvA) (Pays-Bas).

Intitulé du projet/programme	'Laisser une trace' – Gouvernance des migrations et changements agricoles et ruraux dans les communautés d'origine: expériences comparées en Europe, en Asie et en Afrique
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium AGRUMIG (convention de subvention n° 822730).
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	ARBAMINCH UNIVERSITY (Éthiopie).
Nature des incitations	ARBAMINCH UNIVERSITY (Éthiopie).
Implications financières	45 012,50 EUR
Domaine technologique	Sciences sociales et humaines.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions de vie dans les zones rurales des pays à faible revenu.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	3 ans (depuis le 1 ^{er} février 2019).
Site Web pour plus d'informations	http://agrumig.iwmi.org/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: School of Oriental and African Studies (SOAS), University of London (Royaume-Uni).

Intitulé du projet/programme	'Laisser une trace' – Gouvernance des migrations et changements agricoles et ruraux dans les communautés d'origine: expériences comparées en Europe, en Asie et en Afrique
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium AGRUMIG (convention de subvention n° 822730)
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	MEKELLE UNIVERSITY (Éthiopie).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	45 012,50 EUR
Domaine technologique	Sciences sociales et humaines.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions de vie dans les zones rurales des pays à faible revenu.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	3 ans (depuis le 1 ^{er} février 2019).
Site Web pour plus d'informations	http://agrumig.iwmi.org/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: School of Oriental and African Studies (SOAS), University of London (Royaume-Uni).

Intitulé du projet/programme	Vaccin contre la schistosomiase en Afrique. Phase I d'une étude clinique sur le SchistoShield®, un vaccin contre la schistosomiase, chez des adultes dans les zones endémiques d'Afrique subsaharienne
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium VASA (convention de subvention n° 815643)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Madagascar.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	UNIVERSITÉ D'ANTANANARIVO (Madagascar).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	864 420,38 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Amélioration des conditions sanitaires.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	5 ans (depuis le 1 ^{er} juin 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://cordis.europa.eu/project/rcn/223199/factsheet/en
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: THE CHANCELLOR, MASTERS AND SCHOLARS OF THE UNIVERSITY OF OXFORD (ROYAUME-UNI).

Intitulé du projet/programme	"Laisser une trace" – Gouvernance des migrations et changements agricoles et ruraux dans les communautés d'origine: expériences comparées en Europe, en Asie et en Afrique
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium AGRUMIG (convention de subvention n° 822730)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Népal.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	SOCIAL SCIENCE BAHA (NÉPAL).
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Nature des incitations	78 948,75 EUR
Implications financières	Sciences sociales et humaines.
Domaine technologique	Technologies liées à la santé.
Catégorie de technologie	Amélioration des conditions de vie dans les zones rurales des pays à faible revenu.
Résultats ou impact	En cours
Statut du programme ou du projet	3 ans (depuis le 1 ^{er} février 2019).
Durée et calendrier	http://agrumig.iwmi.org/
Site Web pour plus d'informations	Coordonnateur: School of Oriental and African Studies (SOAS), University of London (Royaume-Uni).
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Fièvre hémorragique virale: approches modernes pour le développement d'outils de diagnostic rapide au chevet du patient
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	Initiative pour les médicaments innovants, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium VHFMoDRAD (convention de subvention n° 823666).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Sénégal.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	INSTITUT PASTEUR DE DAKAR.
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	146 250,00 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Recherche et innovation dans le secteur de la santé.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Améliorer et accélérer le diagnostic des fièvres hémorragiques virales comme Ebola.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	4 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://vhfmodrad.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Folkhälsomyndigheten – Agence suédoise de santé publique, Professeur Ali Mirazimi.

Intitulé du projet/programme	Réseau mondial de sciences sociales consacré aux maladies infectieuses et à la résistance aux antimicrobiens
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium SoNAR-Global (convention de subvention n° 825671)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Sénégal.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	CENTRE RÉGIONAL DE RECHERCHE ET DE FORMATION A LA PRISE EN CHARGE CLINIQUE DU VIH-SIDA ET MALADIES ASSOCIÉES DE DAKAR (CRCF) (Sénégal).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	113 750,00 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Gouvernance et autres difficultés dans le cadre de la préparation et des réponses face aux menaces infectieuses.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Préparation et réponses face aux menaces infectieuses.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	3 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://www.sonar-global.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: INSTITUT PASTEUR FRANCE (France).

Intitulé du projet/programme	Banques intégrées de données humaines destinées à aider les équipes internationales spécialisées en maladies infectieuses à mettre au point des approches personnalisées de la médecine dans le cadre de la recherche sur les maladies infectieuses
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium RECODID (convention de subvention n° 825746).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Sénégal.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	INSTITUT PASTEUR DE DAKAR (Sénégal).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	123 250,00 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Recherche et innovation dans le secteur de la santé.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration de la situation sanitaire.
Statut du programme ou du projet	
Durée et calendrier	4 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://recodid.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: UNIVERSITAETSKLINIKUM HEIDELBERG (Allemagne).

Intitulé du projet/programme	Intégrer et décentraliser les services liés au diabète et à l'hypertension en Afrique
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Tanzanie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	NATIONAL INSTITUTE FOR MEDICAL RESEARCH (Tanzanie).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	898 752,50 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Recherche et innovation dans le secteur de la santé.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions sanitaires.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	4 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://cordis.europa.eu/project/rcn/219829/factsheet/en
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: LIVERPOOL SCHOOL OF TROPICAL MEDICINE (Royaume-Uni).

Intitulé du projet/programme	Représentations transnationales de déplacements: connectivité et mobilité comme solutions aux situations de réfugiés prolongés
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium TRAFIG (Convention de subvention n° 822453)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Tanzanie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	DIGNITY KWANZA – COMMUNITY SOLUTION (Tanzanie).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	57 956,00 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Sciences sociales et humaines.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions de vie.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	3 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://trafig.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: Bonn International Centre for Conversion (Allemagne).

Intitulé du projet/programme	Intégrer et décentraliser les services liés au diabète et à l'hypertension en Afrique
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium INTE-AFRICA (convention de subvention n° 825698)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Ouganda.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	TASO LIMITED (Ouganda).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	481 530,00 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Recherche et innovation dans le secteur de la santé.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration des conditions sanitaires.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	4 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://cordis.europa.eu/project/rcn/219829/factsheet/en
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: LIVERPOOL SCHOOL OF TROPICAL MEDICINE (Royaume-Uni).

Intitulé du projet/programme	Réseau mondial de sciences sociales consacré aux maladies infectieuses et à la résistance aux antimicrobiens
Objectif ou objet	Horizon 2020 est l'instrument financier de mise en œuvre de l'Union de l'innovation.
Organisme offrant les incitations	DG Recherche et Innovation de la Commission européenne, programme Horizon 2020.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Consortium SoNAR-Global (convention de subvention n° 825671)
Membre(s) bénéficiaire(s)	Ouganda.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	MAKERERE UNIVERSITY (Ouganda).
Nature des incitations	Subvention pour la recherche et l'innovation.
Implications financières	93 750,00 EUR (pour toute la durée du projet).
Domaine technologique	Gouvernance et autres difficultés dans le cadre de la préparation et des réponses face aux menaces infectieuses.
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé.
Résultats ou impact	Amélioration de la situation sanitaire.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	3 ans (à compter du 1 ^{er} janvier 2019).
Site Web pour plus d'informations	https://www.sonar-global.eu/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Coordonnateur: INSTITUT PASTEUR FRANCE (France).

Intitulé du projet/programme	Programme TradeCom II (Devis-programme n° 2)
Objectif ou objet	L'objectif global du programme est le développement économique durable et la réduction de la pauvreté dans les pays ACP à travers une intégration régionale plus étroite et une participation accrue de ces pays dans l'économie mondiale. Les objectifs du projet sont les suivants: - renforcer la capacité des pays ACP à formuler et mettre en œuvre des politiques commerciales durables; - contribuer à la participation effective des pays ACP aux négociations commerciales internationales et à la mise en œuvre à leur profit des accords qui en résultent; et - renforcer la compétitivité du secteur privé des pays ACP grâce à la facilitation et à la promotion du commerce. Ce Devis-programme fait suite au Devis-programme n° 1 dont la mise en œuvre a duré 24 mois; ses priorités clés sont les suivantes: 1. Politique et réglementations commerciales; 2. APE, programmes commerciaux régionaux et de l'OMC; 3. Questions douanières; 4. Accès au marché et normes; 5. Compétitivité et investissement.
Organisme offrant les incitations	Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP); Agriconsulting Europe SA (AESA).
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin; Burkina Faso; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Libéria; Madagascar; Malawi; Mauritanie; Mozambique; Niger; Ouganda; République démocratique du Congo; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Togo; Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	République islamique de Mauritanie; Ministère de la mer, des eaux intérieures et de la pêche (Institut national d'inspection des ressources halieutiques), Ministère de l'industrie et du commerce (Institut national des normes et de la qualité, et Institut de promotion des petites et moyennes entreprises) du Mozambique; Organisation régionale des normes et de la qualité de la CARICOM (CROSQ); Organisation africaine de normalisation (ARSO) et Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIF).

Intitulé du projet/programme	Programme TradeCom II (Devis-programme n° 2)
Nature des incitations	<p>Dans le cadre du Devis-programme n° 2, plusieurs actions en cours encouragent la promotion des transferts de technologies vers les PMA, conformément à la définition de l'OMC: 1. Renforcement des systèmes d'information commerciale et de la compétitivité de la Mauritanie. Objectif: contribuer à un développement économique durable et à la réduction de la pauvreté en République islamique de Mauritanie grâce à un soutien à l'élaboration et au renforcement des politiques et des règles commerciales du pays. Objectifs spécifiques pertinents: développement d'une couverture critique dans les médias à l'appui d'un système d'information commerciale efficace; la situation des laboratoires de l'INRSP est évaluée, les plans de formation sont définis, les laboratoires sont formés et préparés pour l'accréditation, et les acteurs publics et privés sont sensibilisés. 2. Assistance ciblée pour la mise en œuvre des APE grâce à la mise en conformité de la pêche et de l'aquaculture avec les règles SPS, et renforcement de la capacité d'exportation du secteur de la pêche au Mozambique. Objectif: contribuer à améliorer les résultats macroéconomiques du Mozambique grâce à une intégration efficace sur ses marchés d'exportation régionaux et internationaux, en vue d'un développement durable et d'une réduction la pauvreté. Objectif spécifique pertinent: élaboration d'une stratégie nationale de normalisation pour le secteur de la pêche. Assistance ciblée pour renforcer l'infrastructure qualité régionale dans les domaines liés au commerce par le biais de partenariats intra-ACP – CROSQ, ARSO et PIF. Objectif général: contribuer à la capacité commerciale, à la compétitivité, à la diversification et aux résultats économiques au sein de la CARICOM et des pays ACP grâce au renforcement de leur infrastructure qualité et de leurs partenariats au niveau régional. Objectif spécifique pertinent: Contribuer à l'activation des accords intrarégionaux sur l'infrastructure qualité pour soutenir l'accès aux marchés et améliorer les résultats commerciaux.</p>
Implications financières	<p>Le budget total pour le Devis-programme n° 2 de TradeCom II est de 4 613 225,00 EUR. Le montant total maximum des contributions financières de l'UE pour les programmes de soutien susmentionnés est de: 1. 247 880,00 EUR; 2. 282 509,00 EUR; 3. 299 945,00 EUR.</p>
Domaine technologique Catégorie de technologie	<p>Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture; technologies de l'information et de la communication.</p>

Intitulé du projet/programme	Programme TradeCom II (Devis-programme n° 2)
Résultats ou impact	<p>Dans le cadre des programmes de soutien et de subvention susmentionnés: 1. i) une stratégie régionale est élaborée en vue de développer des échanges spécifiques entre les pays de l'hinterland et les pays côtiers; ii) une étude est élaborée concernant la stratégie de gestion coordonnée des frontières dans les États membres de l'UEMOA; iii) les capacités des fonctionnaires de la Commission concernant les règles d'origine dans les accords commerciaux sont renforcées; iv) le Niger et la Guinée-Bissau disposent d'une législation et d'un cadre institutionnel sur la concurrence; v) les capacités des fonctionnaires de la Commission concernant les mesures de défense commerciale sont renforcées. 2. i) Une stratégie nationale en matière de normalisation et d'évaluation de la conformité est élaborée; ii) la capacité à gérer les processus de certification et de normalisation est renforcée; iii) une feuille de route pour les processus d'accréditation ISO 7020 et ISO 22000 est élaborée, et un soutien est apporté pour leur mise en œuvre; iv) le secteur de la pêche respecte la norme internationale ISO 22000. 3) i) Amélioration des capacités pour l'élaboration et la mise en œuvre des normes et des règlements techniques dans la CARICOM; ii) une étude de faisabilité est réalisée pour développer la capacité commerciale et pour favoriser les normes de durabilité et les modalités associées en matière d'évaluation de la conformité dans le cadre de la CROSQ, en s'appuyant sur les réussites de l'ARSO.</p>
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 23 mai 2018 au 23 mai 2020 (soit 24 mois).
Site Web pour plus d'informations	http://www.tradecom-acpeu.org/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Clare Everett, Chargée des politiques, DEVCO.C.4., clare.everett@ext.ec.europa.eu ; Chloé Allio, Chef de section, DEVCO.C.4., chloe.allio@ec.europa.eu .

Intitulé du projet/programme	Renforcement des systèmes de santé – Appui au Ministère de la santé et à l'Organisme zambien de réglementation des médicaments
Objectif ou objet	Amélioration de l'état de santé de la population zambienne afin de contribuer au développement socioéconomique. En particulier, renforcement de la capacité du Ministère de la santé et des institutions connexes à fournir des médicaments essentiels de qualité garantie et assurer leur utilisation rationnelle et correcte, et à élaborer et mettre en œuvre des politiques et stratégies fondées sur des données factuelles.
Organisme offrant les incitations	PM Group.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PM Group.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de la santé, Organisme zambien de réglementation des médicaments et Medical Stores Limited (MSL).
Nature des incitations	
Implications financières	18 millions d'EUR; volet d'assistance technique: 3,2 millions d'EUR.
Domaine technologique	Santé
Catégorie de technologie	Technologies liées à la santé; technologies de l'information et de la communication; autre (connaissances administratives et managériales).
Résultats ou impact	L'Organisme zambien de réglementation des médicaments (ZAMRA) s'acquitte efficacement de ses fonctions de contrôle de la qualité et de réglementation; amélioration de l'efficacité et de la rentabilité du système de gestion des achats et des approvisionnements de produits pharmaceutiques; réalisation de progrès dans l'utilisation rationnelle des médicaments; le Ministère de la santé a développé les capacités et les politiques requises dans les domaines stratégiques pertinents tels que la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Conseils et appui techniques (3 projets d'assistance technique à long terme et un à court terme) au Ministère de la santé, au ZAMRA et à MSL pour renforcer la réglementation, la logistique, la distribution et l'utilisation des médicaments en Zambie. Ce soutien s'accompagne de la construction d'un nouveau complexe de bureaux et d'un nouveau laboratoire national de contrôle de la qualité des médicaments, ainsi que de la construction d'un nouvel entrepôt pour l'extension des installations de stockage.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	De mai 2015 à décembre 2019.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	esther.bouma@eeas.europa.eu

Intitulé du projet/programme	Programme d'appui au secteur de l'aviation II
Objectif ou objet	Amélioration du respect des normes internationales en matière de sûreté et de sécurité aériennes en Zambie, avec l'appui de l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et d'un autre fournisseur de services n'ayant pas encore été engagé (2 composantes distinctes mais liées du même projet). Le programme vise à contribuer à l'élaboration de politiques améliorées et d'un cadre institutionnel et réglementaire amélioré pour le secteur de l'aviation (qui inclura la sûreté et la sécurité aériennes et la sensibilisation à l'égalité hommes-femmes).
Organisme offrant les incitations	
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère des transports et des communications, Direction de l'aviation civile, Zambia Airports Corporation Ltd et autres organismes.
Nature des incitations	
Implications financières	5,6 millions d'EUR.
Domaine technologique	Aviation civile.
Catégorie de technologie	Technologies de l'information et de la communication; autre (connaissances administratives, techniques et managériales).
Résultats ou impact	Renforcement des capacités pour la mise en place, la gestion et l'exploitation de systèmes de gestion de l'information conformes aux normes internationales, de normes d'information, de services de navigation aérienne et d'un plan national de sécurité pour les aéroports et la gestion du trafic aérien; transfert de savoir-faire nécessaire à l'élaboration d'une législation secondaire et de procédures de gestion assurant un meilleur contrôle de la sécurité conformément aux exigences internationales (OACI); transfert de savoir-faire pour les centres de formation de l'aviation civile (formation de formateurs).
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	D'août 2017 à décembre 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Amélioration de l'accès à l'électricité et promotion de la production d'énergie renouvelable
Objectif ou objet	Le projet vise à: a) promouvoir un cadre réglementaire favorable, des politiques en faveur des énergies renouvelables et des institutions sectorielles plus efficaces et plus inclusives; b) renforcer les capacités des pouvoirs publics et du secteur privé de développer des projets d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique qui incluent les femmes; c) améliorer l'efficacité énergétique au niveau des ménages et des industries par des actions de sensibilisation et de soutien aux activités économiques.
Organisme offrant les incitations	
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'énergie, Conseil de réglementation du secteur énergétique, Autorité de l'électrification rurale, ZESCO (compagnie nationale d'électricité) et autres organismes publics.
Nature des incitations	
Implications financières	40 millions d'EUR; montant approximatif du volet d'assistance technique: 10 millions d'EUR.
Domaine technologique	Secteur de l'énergie.
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies de l'information et de la communication; autre (connaissances administratives, techniques et managériales).
Résultats ou impact	Amélioration des politiques et de la planification des investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, mise en œuvre de projets de démonstration et augmentation du nombre de personnes ayant accès aux services énergétiques. Renforcement des capacités et amélioration des institutions nationales en vue d'une plus grande efficacité dans l'élaboration de politiques et d'une meilleure planification en ce qui concerne le déploiement d'énergies renouvelables et l'utilisation rationnelle de l'énergie, et la fourniture et la supervision des projets dans ce domaine; transfert de savoir-faire à des entités publiques et privées concernant les aspects techniques et économiques liés aux solutions/modèles économiques dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique; sensibilisation de la société à l'utilisation efficace et productive des solutions/applications dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique; incitations (dons) en faveur des promoteurs privés afin de stimuler l'investissement dans les technologies à faible émission de carbone pour contribuer à la réalisation des objectifs nationaux en matière d'accès à l'énergie et d'atténuation du changement climatique (la composante investissement est distincte du volet d'assistance technique: 25 millions d'EUR).
Statut du programme ou du projet	Achevé
Durée et calendrier	De mars 2018 à mars 2023.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	davide.bixio@eeas.europa.eu ; adam.grodzicki@eeas.europa.eu

Intitulé du projet/programme	Renforcement d'un marché régional de l'énergie durable dans la région de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien (ESREM, portée régionale)
Objectif ou objet	Élaborer: a) des cadres réglementaires pour promouvoir un marché régional de l'énergie harmonisé favorable aux investissements dans les énergies renouvelables et soutenir l'accès universel; b) des réglementations qui améliorent la gestion efficace de l'énergie; c) des cadres types qui renforcent l'intégration des considérations de genre dans les politiques et réglementations énergétiques; et d) renforcer la capacité des organismes de réglementation à faire appliquer les réglementations qui stimulent le marché régional des énergies renouvelables.
Organisme offrant les incitations	
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Angola; Botswana; Eswatini; Kenya; Lesotho; Madagascar; Maurice; Mozambique; Namibie; Rwanda; Seychelles; Tanzanie; Ouganda; Zambie; Zimbabwe.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Organismes nationaux de réglementation de l'énergie des 27 pays de l'Afrique orientale et australe et de l'océan Indien.
Nature des incitations	
Implications financières	7 millions d'EUR.
Domaine technologique	Secteur de l'énergie.
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement; technologies de l'information et de la communication; autre (connaissances techniques, administratives et managériales).
Résultats ou impact	Amélioration et harmonisation des cadres réglementaires pour les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Renforcement des capacités par le biais de formations pratiques, d'études et d'échanges entre pairs en vue d'améliorer la réglementation et l'harmonisation des marchés nationaux et régionaux de l'énergie; transfert de savoir-faire pour améliorer la surveillance du secteur et la promotion de l'efficacité énergétique.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	De mai 2017 à mai 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	adam.grodzicki@eeas.europa.eu

Intitulé du projet/programme	Commission européenne – DG EAC: Erasmus+
Objectif ou objet	La Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture (DG-EAC) est chargée du Programme Erasmus+. Il s'agit du programme de l'Union européenne (UE) en faveur de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport pour la période 2014-2020. Le programme promeut la coopération et la mobilité transfrontières en Europe, mais comporte également une forte dimension internationale. Dans le cadre de cette dimension internationale, Erasmus+ finance des projets auxquels participent des partenaires du monde entier figurant parmi les "Pays participant au programme" et les "Pays partenaires". Les 34 pays participant au programme comprennent les 28 membres de l'UE et 6 autres pays européens. Les pays partenaires sont situés dans le monde entier.
Organisme offrant les incitations	Union européenne > Commission européenne > Direction générale de l'éducation, de la jeunesse, du sport et de la culture (DG EAC)
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Le Programme est principalement destiné aux individus – étudiants, doctorants, stagiaires, professeurs et personnel administratif. Toutefois, ils en bénéficient par le biais d'organisations, d'institutions, d'organismes ou de groupes qui organisent les activités (établissements d'enseignement supérieur par exemple). Les conditions d'accès au Programme concernent donc ces 2 catégories d'acteurs: les "participants" (individus participant au Programme) et les "organisations participantes". Tant pour les participants que pour les organisations participantes, les conditions d'accès dépendent du pays dans lequel ils sont basés.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan; Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cabo Verde; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Maldives; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Samoa; Sénégal; Sierra Leone; Tchad; Tanzanie; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s) Entreprises ou institutions bénéficiaires	

Intitulé du projet/programme	Commission européenne – DG EAC: Erasmus+
Nature des incitations	<p>Les pays les moins avancés constituent des cibles prioritaires pour certaines actions, comme la mobilité universitaire à court terme des étudiants, des doctorants et du personnel (les 3 premières disciplines universitaires concernées par les partenariats avec des pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont la gestion d'entreprise, l'ingénierie et l'économie). En outre, des bourses supplémentaires sont réservées à certains pays les moins avancés dans le cadre de programmes de master conjoints délivrés par des consortiums d'universités européennes; les bourses supplémentaires attribuées au cours de la période considérée concernaient des études dans des domaines tels que l'efficacité énergétique, le genre, le développement urbain, ou la gestion de l'eau et du milieu marin.</p> <p>Les projets universitaires conjoints de renforcement des capacités dans le domaine de l'enseignement supérieur d'Erasmus+ mettent l'accent sur les pays en développement et bénéficient aux pays les moins avancés. Ces projets visent à moderniser et à réformer les établissements d'enseignement supérieur, à élaborer de nouveaux programmes d'études, à améliorer la gouvernance, et à tisser des liens entre les établissements d'enseignement supérieur et les entreprises. Les projets les plus ambitieux peuvent également aborder des thèmes et des questions d'ordre politique, et préparer le terrain pour une réforme de l'enseignement supérieur, en coopération avec les autorités nationales. Les projets de renforcement des capacités orientent la coopération universitaire vers des objectifs de développement, de sorte que chaque année, les projets conjoints couvrent les thèmes abordés dans la quasi-totalité des ODD (bâtiments intelligents, promouvoir l'employabilité, augmenter la participation des femmes dans les domaines STIM, etc.).</p>
Implications financières	Les participants individuels (par exemple les étudiants) reçoivent des bourses et des contributions financières sont accordées aux organisations qui mettent en œuvre les projets.
Domaine technologique	Erasmus+ ne met pas l'accent sur les transferts de technologie formels, mais finance des projets de coopération internationale et de mobilité universitaire qui contribuent au renforcement des systèmes d'enseignement supérieur; il améliore la formation des étudiants et du personnel, et permet des échanges de personnel qualifié.
Catégorie de technologie	Autre (les projets éducatifs peuvent couvrir tous les domaines d'enseignement, voir exemples ci-dessous).
Résultats ou impact	<p>L'une des initiatives les plus intéressantes pour la DG EAC au cours de la période considérée est la nouvelle alliance Afrique – Europe pour un investissement et des emplois durables annoncée par le Président Jean-Claude Juncker dans son discours sur l'état de l'Union du 12 septembre 2018.</p> <p>Pour atteindre l'objectif de faire bénéficier 35 000 étudiants et personnels d'université africains de la mobilité dans le cadre d'Erasmus+ d'ici à 2020, 17,6 millions d'EUR ont été ajoutés à l'appel à propositions 2019 Erasmus+ au titre de la mobilité internationale de crédits, comme suit: Région/Budget supplémentaire (millions d'EUR) / Source/mécanisme de financement - Afrique de l'Ouest (12 pays partenaires) / 6,0 / Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique; - Corne de l'Afrique (8 pays partenaires) / 4,0 / Fonds fiduciaire de l'UE pour l'Afrique; - Sud de l'Afrique / 2,6 / ICD; Afrique du Nord (5 pays) / 2,5 / IEV bilatéral; Algérie / 2,5 / IEV bilatéral.</p>
Statut du programme ou du projet	Autres

Intitulé du projet/programme	Commission européenne – DG EAC: Erasmus+
Durée et calendrier	
Site Web pour plus d'informations	https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/node_fr Pour les résultats spécifiques dans les PMA, voir les fiches d'information "dans le monde": https://ec.europa.eu/programmes/erasmus-plus/about/factsheets_fr
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Irene.SABIO-GALLEGO@ec.europa.eu

Intitulé du projet/programme	Programme TradeCom II – Renforcement des capacités commerciales des pays ACP (Devis-programme n° 2)
Objectif ou objet	L'objectif global du programme est le développement économique durable et la réduction de la pauvreté dans les pays ACP à travers une intégration régionale plus étroite et une participation accrue de ces pays dans l'économie mondiale. Les objectifs du projet sont les suivants: - renforcer la capacité des pays ACP à formuler et mettre en œuvre des politiques commerciales durables; - contribuer à la participation effective des pays ACP aux négociations commerciales internationales et à la mise en œuvre à leur profit des accords qui en résultent; et - renforcer la compétitivité du secteur privé des pays ACP grâce à la facilitation et à la promotion du commerce. Ce Devis-programme fait suite au Devis-programme n° 1 dont la mise en œuvre a duré 24 mois; ses priorités clés sont les suivantes: 1. Politique et réglementations commerciales; 2. APE, programmes commerciaux régionaux et de l'OMC; 3. Questions douanières; 4. Accès au marché et normes; 5. Compétitivité et investissement.
Organisme offrant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Agriconsulting Europe (Consortium AESA) Secrétariat du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (Groupe ACP); République islamique de Mauritanie; Ministère de la mer, des eaux intérieures et de la pêche (Institut national d'inspection des ressources halieutiques), Ministère de l'industrie et du commerce (Institut national des normes et de la qualité, et Institut de promotion des petites et moyennes entreprises) du Mozambique; Organisation régionale des normes et de la qualité de la CARICOM (CROSQ); Organisation africaine de normalisation (ARSO) et Secrétariat du Forum des îles du Pacifique (PIF).
Membre(s) bénéficiaire(s)	Haïti; Mauritanie; Mozambique
Observateur(s) bénéficiaire(s) Entreprises ou institutions bénéficiaires	

Intitulé du projet/programme	Programme TradeCom II – Renforcement des capacités commerciales des pays ACP (Devis-programme n° 2)
Nature des incitations	<p>Dans le cadre du Devis-programme n° 2, plusieurs actions en cours encouragent la promotion des transferts de technologies vers les PMA, conformément à la définition de l'OMC: 1. Renforcement des systèmes d'information commerciale et de la compétitivité de la Mauritanie. Objectif: contribuer à un développement économique durable et à la réduction de la pauvreté en République islamique de Mauritanie grâce à un soutien à l'élaboration et au renforcement des politiques et des règles commerciales du pays. Objectif spécifique pertinent: développement d'une couverture critique dans les médias à l'appui d'un système national d'information commerciale efficace; 2. Assistance ciblée pour la mise en œuvre des APE grâce à la mise en conformité de la pêche et de l'aquaculture avec les règles SPS, et renforcement de la capacité d'exportation du secteur de la pêche au Mozambique. Objectif: contribuer à améliorer les résultats macroéconomiques du Mozambique grâce à une intégration efficace sur ses marchés d'exportation régionaux et internationaux, en vue d'un développement durable et d'une réduction la pauvreté. Objectif spécifique pertinent: élaboration d'une stratégie nationale de normalisation pour le secteur de la pêche. 3. Assistance ciblée pour renforcer l'infrastructure qualité régionale dans les domaines liés au commerce par le biais de partenariats intra-ACP – CROSQ, ARSO et PIF. Objectif général: contribuer à la capacité commerciale, à la compétitivité, à la diversification et aux résultats économiques au sein de la CARICOM et des pays ACP grâce au renforcement de leur infrastructure qualité et de leurs partenariats au niveau régional. Objectif spécifique pertinent: Contribuer à l'activation des accords intrarégionaux sur l'infrastructure qualité pour soutenir l'accès aux marchés et améliorer les résultats commerciaux.</p>
Implications financières	1. 247 880,00 EUR; 2. 282 509,00 EUR; 3. 299 945,00 EUR.
Domaine technologique	Savoir-faire, meilleures pratiques, technologies et compétences dans le domaine des TIC.
Catégorie de technologie	Technologies de l'information et de la communication.

Intitulé du projet/programme	Programme TradeCom II – Renforcement des capacités commerciales des pays ACP (Devis-programme n° 2)
Résultats ou impact	En lien avec le premier projet, les résultats spécifiques sont les suivants: i) Élaboration du cadre juridique pour préparer le réseau national d'information (textes normatifs); ii) Création de bases de données contenant des statistiques industrielles, économiques et liées au commerce; iii) Mise en place d'une nouvelle base de données sur le commerce extérieur, les normes, les experts, les innovations technologiques, les brevets et inventions et les marchés de niche, et contenant des renseignements sur la zone de l'UEMOA, la CEDEAO, l'UE, les Amériques et l'Asie; iv) Renforcement des capacités techniques et formations des parties prenantes du système national d'information commerciale. S'agissant du projet 2, i) une stratégie nationale en matière de normalisation et d'évaluation de la conformité est élaborée; ii) la capacité à gérer les processus de certification et de normalisation est renforcée; iii) une feuille de route pour les processus d'accréditation ISO 7020 et ISO 22000 est élaborée, et un soutien est apporté pour leur mise en œuvre; iv) le secteur de la pêche respecte la norme internationale ISO 22000. Enfin, s'agissant du projet 3: i) amélioration des capacités pour l'élaboration et la mise en œuvre des normes et des règlements techniques dans la CARICOM; ii) une étude de faisabilité est réalisée pour développer la capacité commerciale et pour favoriser les normes de durabilité et les modalités associées en matière d'évaluation de la conformité dans le cadre de la CROSQ, en s'appuyant sur les réussites de l'ARSO.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	De mai 2018 à mai 2020 (soit 24 mois).
Site Web pour plus d'informations	http://www.tradecom-acpeu.org/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Chloé Allio – Chef de section, Commerce

3 MEMBRES DE L'UNION EUROPÉENNE

3.1 Finlande

La mission du Finnpartnership est de renforcer la coopération commerciale entre la Finlande et les pays en développement. Le Finnpartnership fournit des services de conseil pour les activités commerciales d'entreprises finlandaises dans des pays en développement, ainsi qu'un soutien financier pour les phases de planification et de développement d'un projet. Il propose également un service de liaison aux entreprises situées dans des pays en développement pour créer d'éventuels partenariats commerciaux avec des entreprises finlandaises

Intitulé du projet/programme	Finnpartnership – Programme de partenariat commercial finlandais
Objectif ou objet	La mission du Finnpartnership est de renforcer la coopération commerciale entre la Finlande et les pays en développement. Le Finnpartnership fournit des services de conseil pour les activités commerciales d'entreprises finlandaises dans des pays en développement, ainsi qu'un soutien financier pour les phases de planification et de développement d'un projet. Il propose également un service de liaison aux entreprises situées dans des pays en développement pour créer d'éventuels partenariats commerciaux avec des entreprises finlandaises. Le Finnfund est chargé de la gestion et de la mise en œuvre du programme de partenariat commercial au nom du Ministère des affaires étrangères finlandais, qui finance le programme.
Organisme offrant les incitations Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Finnpartnership Peuvent bénéficier du soutien financier et des services de conseil les entreprises enregistrées en Finlande ou ailleurs et entretenant des relations étroites avec la Finlande; les centres de recherche, les universités ou les organisations similaires basées en Finlande; et les associations enregistrées en Finlande. Les entreprises de pays en développement à la recherche de partenaires commerciaux en Finlande peuvent demander à bénéficier de services de liaison.
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Le programme est ouvert à toutes les entreprises des pays admissibles à l'APD.
Nature des incitations	Incitations non financières: aide aux entreprises de pays en développement pour identifier des partenaires commerciaux potentiels en Finlande grâce au service de liaison. Incitations financières en faveur des entreprises finlandaises et des entreprises enregistrées à l'étranger entretenant des liens étroits avec la Finlande: apport d'un soutien financier (soutien aux partenariats commerciaux) dans la phase de planification des activités de partenariat commercial prévues, ainsi que pour la formation des employés du pays cible et d'autres activités de renforcement des capacités dans les phases de mise en œuvre et d'exploitation. En outre, un soutien financier est accordé aux projets pilotes menés avec des organisations internationales.

Intitulé du projet/programme	Finnpartnership – Programme de partenariat commercial finlandais
Implications financières	Le budget et les fonds alloués au programme Finnpartnership (y compris le soutien financier accordé par le biais du programme) sont déterminés par le Ministère des affaires étrangères. Le montant du soutien accordé varie également en fonction du nombre de demandes admissibles reçues. Entre le 1 ^{er} juillet 2019 et le 30 juin 2020, un soutien total de 4,6 millions d'EUR a été accordé à 64 projets au total. La majorité de ces projets concernaient l'IED ou une autre activité impliquant le transfert de technologie ou de savoir-faire.
Domaine technologique	Le programme favorise le transfert de technologie selon les conditions du système de soutien en faveur des partenariats commerciaux (le programme couvre l'ensemble des secteurs à l'exception de ceux figurant dans la liste d'exclusion).
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Le programme a débuté en juin 2006.
Site Web pour plus d'informations	http://www.finnpartnership.fi
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Finnpartnership – Finnish Business Partnership Programme c/o Finnfund, Mrs. Birgit Nevala, Programme Director, P.O. Box 391, FI-00121 Helsinki, Finlande, tél.: +358-9-348-434, courriel: birgit.nevala@finnpartnership.fi

3.2 République tchèque

La République tchèque offre des incitations financières aux entreprises et institutions sur son territoire afin de promouvoir et d'encourager le transfert de technologie vers les pays les moins avancés dans le contexte plus large de sa coopération pour le développement. Certains projets prévoyant un transfert de technologie et de savoir-faire, et élaborés en coopération avec les bénéficiaires, sont énumérés ci-dessous

Intitulé du projet/programme	Traitement des eaux usées sur l'île de Koh Rong, dans la province de Sihanoukville, au Cambodge
Objectif ou objet	Dans le cadre de sa phase initiale, le projet appuie l'établissement de la documentation relative au projet de système de drainage et de traitement des eaux usées sur l'île de Koh Rong, dans la province de Sihanoukville, afin de faire face à un problème environnemental croissant dans un endroit isolé et fragile. Il s'agit d'une première étape en vue de la création d'un système global et fonctionnel. Empêcher le déversement des eaux usées et non traitées dans la mer devrait contribuer à l'amélioration de l'environnement de l'île, et offrir de nouvelles perspectives économiques (à savoir, le tourisme). Ce projet permettrait l'adoption des normes de qualité européennes dans la région. Il a lieu en étroite collaboration avec la municipalité de Koh Rong et, grâce au transfert de savoir-faire, il offre la possibilité de développer davantage l'île de manière durable.
Organisme offrant les incitations	Czech Development Agency
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	G – Servis Praha s.r.o.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Municipalité de Koh Rong, province de Sihanoukville, Cambodge
Nature des incitations	Financements publics
Implications financières	2 millions de CZK (5 millions de CZK si l'on inclut le cofinancement du secteur privé)
Domaine technologique	Traitement des eaux usées
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats ou impact	Prévention de nouvelles atteintes à l'environnement, amélioration de la qualité de l'eau, accroissement du potentiel économique.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019-2020
Site Web pour plus d'informations	http://www.czechaid.cz/en https://www.g-servis.cz/en
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Czech Development Agency Nerudova 3, 118 50 Prague 1, info@czechaid.cz

Intitulé du projet/programme	Installation de traitement des déchets hospitaliers à Felege Hiwot Referral Hospital (Éthiopie)
Objectif ou objet	Ce projet est axé sur l'établissement de la documentation relative au projet de construction d'une installation de traitement des déchets hospitaliers dans un grand hôpital régional à Bahir Dar, dans l'État d'Amhara, en Éthiopie. En outre, il devrait servir de point de départ au lancement d'un appel d'offres public par le bénéficiaire pour la fourniture et la mise en place de l'installation, ainsi qu'aux discussions avec les institutions financières internationales et les autres donateurs. Le projet devrait à terme permettre de mettre fin à la pollution actuelle de l'environnement par les déchets hospitaliers contaminés, ainsi que d'améliorer les services publics du plus grand hôpital de l'État d'Amhara, d'améliorer son rendement énergétique et de transférer un savoir-faire novateur dans le domaine de la gestion des déchets hospitaliers.
Organisme offrant les incitations	Czech Development Agency
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays	EVECO Brno, s.r.o.
Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Felege Hiwot Referral Hospital (État d'Amhara, Éthiopie)
Nature des incitations	Financements publics
Implications financières	1,48 million de CZK (2,95 millions de CZK si l'on inclut le cofinancement du secteur privé)
Domaine technologique	Traitement des déchets hospitaliers
Catégorie de technologie	Technologies durables ou respectueuses de l'environnement
Résultats ou impact	Meilleure protection de l'environnement contre les déchets hospitaliers, transfert d'un savoir-faire spécialisé (et modification des pratiques actuelles non durables).
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019-2020.
Site Web pour plus d'informations	http://www.czechaid.cz/en http://www.evecobrno.cz/en
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Czech Development Agency Nerudova 3, 118 50 Prague 1, info@czechaid.cz

3.3 Irlande

S.o.

Intitulé du projet/programme	Programme de développement du secteur agroalimentaire africain
Objectif ou objet	L'objectif du Programme de développement du secteur agroalimentaire africain est de développer des partenariats entre le secteur agroalimentaire irlandais et des entreprises africaines pour soutenir la croissance durable de l'industrie alimentaire locale et appuyer le commerce mutuel entre l'Irlande et l'Afrique. Le partenariat comporte des ressources nouvelles et supplémentaires pour le secteur agroalimentaire, y compris une combinaison de subventions et d'assistance technique. Les initiatives sont basées sur les thèmes principaux suivants: sécurité alimentaire; santé animale/vétérinaire; développement des entreprises; systèmes de production; formation/mentorat; transfert de technologie; recherche-développement; gestion de projet.
Organisme offrant les incitations	Le Programme de développement agroalimentaire africain combine l'expertise et l'expérience du Département de l'agriculture, de l'alimentation et de la marine et le Département des affaires étrangères et du commerce pour soutenir des initiatives pouvant contribuer directement au développement de l'agriculture en Afrique.
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Entreprises agroalimentaires irlandaises en partenariat avec des entités africaines.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afrique du Sud; Botswana; Côte d'Ivoire; Ghana; Kenya; Libéria; Malawi; Mozambique; Namibie; Nigéria; Ouganda; Rwanda; Sierra Leone; Tanzanie; Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Entreprises agroalimentaires irlandaises en partenariat avec des entités africaines.
Nature des incitations	Soutien sous forme de don en faveur d'études de faisabilité et/ou de projets commerciaux; soutien aux bénéficiaires de dons pour établir des contacts entre les secteurs privé et public dans les pays par l'intermédiaire des réseaux de l'Ambassade d'Irlande. Le montant maximum du don ne peut dépasser 50% du coût total du projet.
Implications financières	Au cours de la période considérée (juillet 2019-juillet 2020), l'appel à candidature lancé en juin 2019 s'est achevé par un décaissement total de 578,1 k EUR au quatrième trimestre de 2019 (265,2 k EUR du DAFM et 312,9 k EUR du DFAT).
Domaine technologique	Agroalimentaire.
Catégorie de technologie	Autre (en fonction des demandes de dons).

Intitulé du projet/programme	Programme de développement du secteur agroalimentaire africain
Résultats ou impact	<p>Pour que les pays africains aillent "au-delà de l'assistance", ils doivent accroître leurs échanges et attirer des investisseurs. Le développement des entreprises et du commerce agricole est une priorité pour de nombreux pays africains dans lesquels la majorité de la population vit dans des zones rurales et dépend des revenus agricoles. De nombreuses interventions agricoles reposent sur l'accroissement de la production vivrière et des cultures de rapport dans des marchés en développement sans apport financier suffisant, manquant d'infrastructures et ne disposant pas du climat de l'investissement nécessaire pour les entreprises. La plupart des partenaires au développement s'accordent à dire que l'accroissement du commerce local, régional et international favorisera la production alimentaire dans les pays en développement. L'Afrique pose toujours de nombreuses difficultés aux investisseurs. Nombre d'investisseurs irlandais voient l'Afrique comme un environnement à haut risque en raison de l'effet combiné de ressources humaines limitées, de services insuffisants et de structures de gouvernance fragiles.</p> <p>Dans le contexte irlandais, nous reconnaissons les avantages de partenariats entre les investisseurs du secteur privé, les organismes de développement et les gouvernements hôtes. L'objectif souhaité est de parvenir à une croissance et un commerce inclusif (à savoir favorable aux pauvres et/ou aux groupes marginalisés), avantageux et durable allant au-delà du cycle normal des programmes d'assistance au développement. Le secteur agroalimentaire irlandais peut jouer un rôle central dans le développement de l'agro-industrie en Afrique en apportant une perspective commerciale à un secteur en ayant grandement besoin, soutenue, lorsque cela est possible, par des investissements et des échanges mutuellement avantageux. L'expertise irlandaise, publique comme privée, dans des domaines comme la santé animale, la production alimentaire, la pratique vétérinaire, la sécurité alimentaire et le secteur agroalimentaire est bien établie et reconnue sur le plan international. Ce type d'expertise représente des ressources pédagogiques importantes pour le secteur agroalimentaire dans les pays en développement.</p>
Statut du programme ou du projet	<p>Autre (un nouvel appel à candidatures sera lancé en juillet 2020. Les subventions liées à ce nouvel appel seront décaissées au quatrième trimestre 2020. Cet appel devait initialement avoir lieu au premier trimestre, mais il a été retardé en raison de la flambée de COVID-19. À l'avenir, il est prévu d'organiser 2 appels à candidature par an, qui auront lieu à titre indicatif au premier et au troisième trimestre de chaque année. Dans le cadre du suivi des recommandations découlant d'un examen externe sur la participation du secteur privé aux programmes irlandais pour le développement, un examen de la portée, du modèle opérationnel et du processus de gestion du Programme de développement agroalimentaire africain a été réalisé entre septembre 2019 et mars 2020. Un certain nombre de recommandations ont été formulées à la suite de cet examen et le DFAT évalue actuellement la manière de les mettre en œuvre).</p>
Durée et calendrier	<p>Le Programme de développement du secteur agroalimentaire africain a été initialement créé en 2012 sous le nom de "Fonds de développement du secteur agroalimentaire africain". À la suite d'un examen du Fonds en 2016, il a été renommé Programme, et lancé en juillet 2017.</p>
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	aadp@agriculture.gov.ie

Intitulé du projet/programme	Programme de coopération entre le Royal College of Surgeons d'Irlande et le Collège des chirurgiens d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique australe (COSECSA)
Objectif ou objet	Améliorer les compétences chirurgicales en Afrique australe, orientale et centrale.
Organisme offrant les incitations	Royal College of Surgeons d'Irlande
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Collège des chirurgiens d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique australe
Membre(s) bénéficiaire(s)	Botswana; Burundi; Kenya; Malawi; Mozambique; Namibie; Rwanda; Tanzanie; Ouganda; Zambie; Zimbabwe.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie; Soudan du Sud; Soudan.
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Collège des chirurgiens d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique australe
Nature des incitations	Bourses dans 7 spécialités.
Implications financières	2013 – 500 000 EUR; 2014 – 500 000 EUR; 2015 – 500 000 EUR; 2016 – 250 000 EUR; 2017 – 400 000 EUR; 2018 – 400 000 EUR; 2019 – 500 000 EUR; 2020 – 315 000 EUR
Domaine technologique	Santé
Catégorie de technologie	Autre (formation dans 7 spécialités: chirurgie générale; orthopédie; pédiatrie; urologie; neurochirurgie; chirurgie plastique; et oto-rhino-laryngologie)

Intitulé du projet/programme	Programme de coopération entre le Royal College of Surgeons d'Irlande et le Collège des chirurgiens d'Afrique de l'Est, d'Afrique centrale et d'Afrique australe (COSECSA)
Résultats ou impact	<p>Amélioration des compétences chirurgicales en Afrique australe, orientale et centrale.</p> <p>Pendant la durée du partenariat, et en particulier pendant la phase actuelle (2017-2020), le COSECSA a vu son niveau d'activité augmenter considérablement. Au cours des trois dernières années, le COSECSA a formé 242 chirurgiens spécialisés. Cela représente 53% du nombre total de diplômés (450) au cours des 20 ans d'existence du COSECSA.</p> <p>Les dernières données retenues sont très positives; elles indiquent que 91,5% des diplômés du COSECSA qui ont répondu sont employés comme chirurgiens en Afrique et que 80% de ces mêmes diplômés sont employés comme chirurgiens dans le pays où ils ont été formés par le COSECSA. Aujourd'hui, 760 médecins sont inscrits à une formation chirurgicale auprès du COSECSA, dans 18 pays.</p> <p>Les innovations technologiques spécifiques découlant du programme sont notamment les suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> • élaboration et administration d'une plate-forme d'apprentissage en ligne dans le domaine de la chirurgie centrées sur l'Afrique. • Création d'un registre chirurgical électronique personnalisé améliorant l'évaluation du COSECSA et constituant la plus grande série de données pratiques sur la formation chirurgicale en Afrique. • Outil interactif d'apprentissage en ligne pour les cadres non chirurgiens qui réalisent des actes chirurgicaux et d'anesthésie de base dans les pays à faible revenu et les pays à revenu intermédiaire. • Élaboration de procédures opérationnelles d'examen normalisées, collaboration pour l'organisation de divers séminaires, échange d'examineurs et assistance en vue de l'établissement d'un collège d'examineurs.
Statut du programme ou du projet	Autres (en cours)
Durée et calendrier	2017-2020 (nouveau programme).
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Emma Warwick, Development Specialist, Policy Unit, Development Cooperation and Africa Division, Department of Foreign Affairs and Trade, 13-15 Lower Hatch St, Dublin 2. Téléphone: +353 (61 774131; courriel: emma.warwick@dfa.ie

3.4 Autriche

Programme concerné: Programme de partenariats commerciaux de l'Agence autrichienne de développement

Intitulé du projet/programme	Partenariats commerciaux de l'Agence autrichienne de développement
Objectif ou objet	Le Programme de partenariats commerciaux soutient le développement socioéconomique de nos pays partenaires (http://www.oecd.org/dac/stats/documentupload/DAC%20List%20of%20ODA%20Recipients%202014%20final.pdf) par une collaboration étroite avec le secteur privé autrichien ou européen. Le programme soutient les projets soumis par des entreprises favorisant le développement en vue du bien-être général du pays bénéficiaire ainsi que des entreprises.
Organisme offrant les incitations	Aucun
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Entreprises dont le siège social se trouve dans l'Espace économique européen (c'est à dire l'UE, la Norvège, le Liechtenstein ou l'Islande) ou en Suisse, si elles affectent des ressources propres suffisantes. Les coentreprises dans des pays développés Membres sont éligibles.
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan, Angola; Bangladesh; Bénin; Burkina Faso; Burundi; Cambodge; Djibouti; Gambie; Guinée; Guinée-Bissau; Haïti; Îles Salomon; Lesotho; Libéria; Madagascar; Malawi; Mali; Mauritanie; Mozambique; Myanmar; Népal; Niger; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; République démocratique populaire lao; Rwanda; Sénégal; Sierra Leone; Tanzanie; Tchad; Togo; Vanuatu; Yémen; Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Entreprises dont le siège social se trouve dans l'Espace économique européen (c'est à dire l'UE, la Norvège, le Liechtenstein ou l'Islande) ou en Suisse, si elles affectent des ressources propres suffisantes.
Nature des incitations	L'ADA accorde un soutien financier aux projets du secteur privé pouvant aller jusqu'à 500 000 euros (ou plus en cas de partenariats stratégiques) ou 50% des coûts directs et jusqu'à 20 000 euros ou 50% des coûts pour une étude de faisabilité. En outre, l'ADA aide le secteur privé dans le développement d'idées de projet et la mise en relation.
Implications financières	L'ADA accorde un soutien financier aux projets du secteur privé pouvant aller jusqu'à 500 000 euros (ou plus en cas de partenariats stratégiques) ou 50% des coûts directs et jusqu'à 20 000 euros ou 50% des coûts pour une étude de faisabilité. En outre, l'ADA aide le secteur privé dans le développement d'idées de projet et la mise en relation.

Intitulé du projet/programme	Partenariats commerciaux de l'Agence autrichienne de développement
Domaine technologique	Exemples: formation et renforcement des capacités pour la promotion des PME et la formation professionnelle; formation et renforcement des capacités en faveur du développement rural; transfert de technologie aux fins de l'amélioration de l'environnement, de l'approvisionnement en énergie renouvelable, de l'amélioration de l'infrastructure, de la gestion de l'eau et des déchets; mise en œuvre de normes sociales; mise en œuvre de normes écologiques; prévention du VIH/SIDA et autres activités en matière de soins de santé; tourisme durable; gestion durable des sols et des forêts, y compris les processus de certification FSC; mise au point d'un système de contrôle de la qualité et de la sécurité des produits alimentaires.
Catégorie de technologie	Biotechnologie et biodiversité; technologies liées à la santé; technologies durables ou respectueuses de l'environnement; alimentation et agriculture; technologies de l'information et de la communication; technologies d'atténuation des effets du changement climatique.
Résultats ou impact	Les 156 partenariats commerciaux créés depuis 2012 ont eu une incidence sur: 77 000 entreprises/institutions locales retirant un avantage direct du partenariat commercial; plus de 3 527 388 personnes retirant un avantage direct du partenariat commercial; et la création de 8 532 emplois locaux supplémentaires (équivalent à plein temps) grâce aux apports du projet dans le pays partenaire
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Depuis 2012
Site Web pour plus d'informations	https://www.entwicklung.at/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Agence autrichienne de développement, Unité "Secteur privé et développement", Zelinkagasse 2, 1010 Vienne, Autriche Dr Gunter Schall, Chef de l'Unité Tél.: + 43 (0)1 90399-2570 Courriel: wirtschaft@ada.gv.at • www.ada.gv.at

3.5 Allemagne

Rapport de l'Allemagne au titre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC pour la période allant de juillet 2019 à juillet 2020

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures de la qualité au Cambodge
Objectif ou objet	L'amélioration des services d'assurance qualité contribue au développement durable, à partir d'exemples provenant des chaînes de valeur agricoles.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'industrie, de la science, de la technologie et de l'innovation
Nature des incitations	Infrastructures de la qualité.
Implications financières	0,8 million d'EUR
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité.
Catégorie de technologie	Autre (infrastructures de la qualité)
Résultats ou impact	Renforcement durable de la coopération et de la coordination au sein du réseau d'infrastructures de la qualité. Élargissement de l'offre de services des institutions chargées des infrastructures de la qualité. Résorption par le secteur public et le secteur privé de certains déficits en matière de services d'assurance qualité. Renforcement des capacités et des compétences des pouvoirs publics cambodgiens et des organismes chargés de la mise en œuvre dans le domaine des infrastructures de la qualité. Renforcement d'une approche globale des infrastructures de la qualité au Cambodge. Amélioration de la réputation au niveau international des services d'assurance qualité.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018 à 2020
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Cora Roos, cora.roos@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Amélioration des infrastructures de la qualité dans l'ASEAN – Phase III
Objectif ou objet	Les institutions chargées des infrastructures de la qualité tiendront compte des bonnes pratiques internationales dans la mise en œuvre du Plan directeur de la Communauté économique de l'ASEAN dans les domaines des normes, de la réglementation technique, de l'accréditation, de l'évaluation de la conformité et de la métrologie légale.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Instituts de normalisation, organismes d'accréditation et laboratoires nationaux de métrologie dans les dix Membres de l'ASEAN (en particulier le Myanmar, la République démocratique populaire lao et le Cambodge).
Nature des incitations	
Implications financières	1,5 million d'EUR
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité.
Catégorie de technologie	Autre (accréditation, métrologie légale, normes).
Résultats ou impact	Harmonisation au niveau régional des processus dans les domaines de l'accréditation, de la métrologie légale et de la normalisation avec les bonnes pratiques internationales. À la suite d'une formation spécialisée sur la normalisation et l'accréditation, les pays bénéficiaires seront en mesure d'offrir des services d'accréditation et de normalisation de base à leurs clients. Les obstacles techniques au commerce au sein de l'ASEAN ont été réduits, facilitant ainsi le commerce régional et la croissance économique.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2010 à 2021
Site Web pour plus d'informations	www.ptb.de
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Verena Stauber (verena.stauber@ptb.de) and Stefanie Reichertz (stefanie.reichertz@ptb.de)

Intitulé du projet/programme	Amélioration des infrastructures de la qualité en Afrique
Objectif ou objet	L'Infrastructure panafricaine de qualité (PAQI) soutient l'intégration économique en Afrique
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Commission de l'Union africaine (CUA), Infrastructure panafricaine de qualité (PAQI): AFRAC, AFRIMETS, AFSEC, ARSO
Nature des incitations	
Implications financières	7,9 millions d'EUR
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité.
Catégorie de technologie	Autre (infrastructures de la qualité).
Résultats ou impact	Le projet soutient la mise en œuvre de l'Accord établissant la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf). Des conseils stratégiques sont donnés à la Commission de l'Union africaine (CUA) pour soutenir une mise en œuvre effective et efficace de cet Accord et contribuer à terme à la création d'une Communauté économique africaine. Par conséquent, les organisations de l'Infrastructure panafricaine de qualité (PAQI) sont soutenues pour qu'elles puissent remplir les exigences découlant de l'annexe 6 de cet Accord (Obstacles techniques au commerce). Ce soutien comprend des conseils techniques pour développer des approches panafricaines avec la participation des communautés économiques régionales pour l'harmonisation et le rapprochement des normes, des règlements techniques et de l'évaluation de la conformité. En outre, la sensibilisation à une infrastructure de la qualité en tant que question transversale est prévue. Les mesures mises en place génèrent une croissance économique, créent des emplois et permettent une augmentation des revenus, et réduisent ainsi la pauvreté.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019 à 2023
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Kathrin Wunderlich Kathrin.wunderlich@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures de la qualité pour l'innovation dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation en Éthiopie
Objectif ou objet	Le projet vise à accroître l'utilisation des services d'infrastructures de la qualité contribuant à l'application d'innovations liées à la qualité dans les régions choisies pour le projet et les chaînes de valeur des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation en Éthiopie.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Instituts nationaux de normalisation, de métrologie et d'accréditation et autres centres de recherche et d'essais offrant leurs services au secteur de l'agriculture et de l'alimentation
Nature des incitations	
Implications financières	1 million d'EUR (phase 1 du projet – 01/2016-12/2019) et 2 millions d'EUR (phase 2 – 01/2020-03/2024)
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité.
Catégorie de technologie	Autre.
Résultats ou impact	<p>La mise en place de l'infrastructure de la qualité (et plus précisément des services de normalisation, d'essai et d'étalonnage ainsi que la sensibilisation du public) favorise un développement économique durable. La mise en œuvre de bonnes pratiques internationales et une plus grande transparence contribuent à améliorer la qualité des produits, et donc à accroître la sécurité alimentaire et la compétitivité. Le projet contribue à la réduction de la pauvreté en améliorant la productivité dans le secteur alimentaire. L'amélioration des conditions requises pour une assurance qualité facilite l'accès à des produits alimentaires sûrs et sains.</p> <p>Les incidences du projet ne se limitent pas aux chaînes de valeur choisies (blé, miel, légumineuses). D'autres chaînes peuvent également bénéficier de l'amélioration des procédures réglementaires, métrologiques et d'essai.</p> <p>En améliorant la qualité des produits agricoles, le projet contribue à la réalisation des ODD 1 (Réduction de la pauvreté), 2 (Faim "zéro") et 3 (Bonne santé et bien-être). En mettant en place des services d'assurance qualité, le module contribue également à la réalisation des ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et 17 (Partenariats pour les objectifs).</p>
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2016 à 2024
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures de la qualité pour la chaîne de valeur du soja (ProQual)
Objectif ou objet	Le projet vise à améliorer les conditions qui permettraient d'accroître la qualité tout au long de la chaîne de valeur du soja en s'axant sur l'amélioration des services d'infrastructures de la qualité.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	0.8 million d'EUR
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité.
Catégorie de technologie	Autre (développement des services d'étalonnage et d'essais pour l'assurance qualité et l'amélioration de la qualité dans la chaîne de valeur du soja).
Résultats ou impact	La mise en place de l'infrastructure de la qualité (et plus précisément des services de normalisation, d'essai et d'étalonnage ainsi que la sensibilisation du public) favorise un développement économique durable (Objectifs de développement durable (ODD)). La mise en œuvre des meilleures pratiques internationales et une plus grande transparence contribuent à accroître le potentiel d'exportation, et donc la compétitivité. Le projet contribue à la réduction de la pauvreté en améliorant la productivité dans le secteur alimentaire. L'amélioration des conditions requises pour une assurance qualité facilite l'accès à des produits alimentaires sûrs et sains. Les incidences du projet ne se limitent pas à la chaîne de valeur du soja. D'autres chaînes peuvent également bénéficier de l'amélioration des procédures métrologiques et d'essai.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019 à 2022
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Laura Häußler, Laura.Haeussler@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures régionales de la qualité pour certains secteurs
Objectif ou objet	L'infrastructure de la qualité dans la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) est renforcée en fonction des besoins des secteurs choisis (secteurs pharmaceutique, du cuir, et des fruits et légumes).
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Secrétariat de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE)
Nature des incitations	Infrastructures de la qualité.
Implications financières	1 million d'EUR
Domaine technologique	Métrologie, évaluation de la conformité, accréditation
Catégorie de technologie	Autre
Résultats ou impact	Les aptitudes et les capacités sont développées afin de faire en sorte que les services d'infrastructure de la qualité tout au long des chaînes de valeur choisies soient proposés et utilisés
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	De septembre 2019 à août 2022
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Tobias Diergardt, tobias.diergardt@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement de l'infrastructure de la qualité des laboratoires médicaux de référence dans la région de la CEDEAO
Objectif ou objet	Laboratoires médicaux de référence régionaux travaillant à la prévention des pandémies conformément aux normes internationales de qualité.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	CEDEAO (Bénin, Burkina Faso, Cabo Verde, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo)
Nature des incitations	
Implications financières	0,8 million d'EUR
Domaine technologique	Infrastructure de la qualité
Catégorie de technologie	Autre (infrastructure de la qualité)
Résultats ou impact	Ce module renforce les capacités des laboratoires médicaux de référence de la région de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) de garantir des diagnostics fiables grâce à une infrastructure de la qualité adaptée. Cela inclut l'élargissement des services d'assurance qualité offerts localement (par exemple, l'entretien et l'étalonnage des appareils de laboratoire), ainsi que le perfectionnement ciblé du personnel de laboratoire sur des sujets liés à l'assurance qualité, par exemple, la nécessité d'un entretien préventif des appareils de laboratoire. L'amélioration des infrastructures de qualité des laboratoires médicaux permet des analyses médicales plus rapides et plus fiables.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019 à 2022
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Rieke Koriath rieke.koriath@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Création d'un système régional de métrologie dans la région de la CEDEAO
Objectif ou objet	Renforcement de l'efficacité du système sous-régional de métrologie et création de l'organisation sous-régionale de métrologie ECOMET.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin; Burkina Faso; Cabo Verde; Côte d'Ivoire; Gambie; Ghana, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal, Sierra Leone, Togo
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	2 millions d'EUR
Domaine technologique	Infrastructure de la qualité
Catégorie de technologie	Autre (métrologie)
Résultats ou impact	<p>La CEDEAO a entre autres pour objectif de favoriser le commerce intrarégional en surmontant les obstacles techniques au commerce par le biais d'efforts coordonnés et efficaces.</p> <p>Cette stratégie établit une superstructure politique de différents réseaux techniques sous-régionaux – et établit le lien technique entre ceux-ci. Son efficacité est principalement visible aux niveaux macro-économique et intermédiaire. Elle favorise la compréhension de la notion abstraite de qualité et sa transformation en mesures intersectorielles spécifiques. Les institutions africaines qui forment l'infrastructure de la qualité établiront les conditions-cadre conformément aux accords internationaux, ce qui permettra une meilleure acceptation des produits africains. Le succès des négociations de la Zone de libre-échange continentale garantit l'harmonisation des procédures et des prescriptions techniques: les obstacles techniques au commerce seront supprimés. Cela facilitera l'échange de biens et de services et, partant, la promotion du commerce.</p>
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019 à 2022
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Laura Häußler, Laura.Haeussler@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures régionales de la qualité dans la région des Caraïbes dans les domaines de l'efficacité énergétique
Objectif ou objet	Développement des services d'infrastructure qualité disponibles dans les Caraïbes pour l'utilisation d'appareils électriques économes en énergie.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	Haïti
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Haïti par l'intermédiaire de l'Organisation régionale des normes et de la qualité (CROSQ) de la CARICOM; projet de coopération régionale avec les pays de la CARICOM et la République dominicaine
Nature des incitations	
Implications financières	1 million d'EUR
Domaine technologique	Infrastructure de la qualité
Catégorie de technologie	Autre (infrastructures de la qualité (normes, métrologie, services d'essais))
Résultats ou impact	Renforcement des compétences techniques des institutions des infrastructures de la qualité et des nouveaux services offerts aux clients/meilleure connaissance de la demande de services des infrastructures de la qualité dans le secteur de l'énergie/renforcement des capacités des réseaux des infrastructures de la qualité en vue de coordonner la gamme de services offerte au niveau régional. Faciliter l'utilisation d'appareils ménagers consommant peu d'énergie (= économies d'énergie pour les ménages et les PME) dans la région grâce à une amélioration de l'assurance qualité et de la protection des consommateurs.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019 à 2022
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Jaime Fernández jaime.fernandez-medina@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Promotion des capacités et des services relatifs à l'assurance qualité au Maghreb pour le renforcement du commerce international
Objectif ou objet	Les secteurs de l'industrie et du commerce au Maghreb ont recours à des services régionaux d'étalonnage et autres améliorés, renforcés et reconnus sur le plan international.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	Maroc; Mauritanie; Tunisie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Algérie
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	1,5 million d'EUR
Domaine technologique	Infrastructure de la qualité
Catégorie de technologie	Autre (métrologie)
Résultats ou impact	La coopération régionale encourage ces quatre pays à élargir et à approfondir leurs capacités respectives en vue de leur reconnaissance internationale. En élargissant la gamme de services métrologiques conformes aux normes internationales, les secteurs de l'industrie et du commerce vont pouvoir réduire les dépenses qu'ils engagent, car ils devront moins souvent recourir à des services coûteux à l'étranger. L'accès à des instruments de mesure dont la traçabilité est assurée dans la région va permettre d'améliorer la qualité des processus de production, et donc des produits eux-mêmes. Le module aura pour principale incidence la durabilité économique, puisque le développement d'une infrastructure qualité répondant à des besoins concrets va contribuer à réduire les obstacles techniques au commerce et à renforcer le commerce intrarégional et interrégional. Cela va en conséquence augmenter la compétitivité des entreprises et permettre d'exporter vers les marchés européens et internationaux. Cette approche va donc améliorer donc la situation de l'emploi et des revenus dans les secteurs industriels concernés. En outre, les perspectives économiques de coopération avec l'UE sont également améliorées.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018 à 2021
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Josefine Greber, Josefine.Greber@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures de la qualité dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation au Mozambique
Objectif ou objet	Les petites et moyennes entreprises (PME) du secteur de l'agriculture et de l'alimentation ont un meilleur accès aux services d'infrastructures de la qualité.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mozambique
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	0,8 million d'EUR
Domaine technologique	Infrastructure de la qualité
Catégorie de technologie	Autre (développement des services d'étalonnage et d'essais pour l'assurance qualité et l'amélioration du secteur de l'agriculture et de l'alimentation)
Résultats ou impact	En utilisant des normes et des services d'infrastructures de la qualité, les PME peuvent améliorer la qualité de leurs produits grâce à l'assurance qualité de leurs matières premières et de leurs processus de fabrication. En outre, la mise en conformité avec les exigences réglementaires et du marché par l'intermédiaire d'institutions d'évaluation de la conformité telles que les laboratoires d'essai renforce la compétitivité des PME sur les marchés locaux et internationaux.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2019 à 2022
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Darinka Blies, Darinka.Blies@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures de la qualité pour l'innovation dans le secteur de l'agriculture et de l'alimentation en Éthiopie
Objectif ou objet	Le projet vise à accroître l'utilisation des services d'infrastructures de la qualité contribuant à l'application d'innovations liées à la qualité dans les régions choisies pour le projet et les chaînes de valeur des secteurs de l'agriculture et de l'alimentation en Éthiopie.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays	PTB
Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Instituts nationaux de normalisation, de métrologie et d'accréditation et autres centres de recherche et d'essais offrant leurs services au secteur de l'agriculture et de l'alimentation
Nature des incitations	
Implications financières	1 million d'EUR (phase 1 du projet – 01/2016-12/2019) et 2 millions d'EUR (phase 2 – 01/2020-03/2024)
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité.
Catégorie de technologie	Autre (développement des services d'étalonnage et d'essais pour l'assurance qualité et l'amélioration du secteur de l'agriculture et de l'alimentation).
Résultats ou impact	<p>La mise en place de l'infrastructure de la qualité (et plus précisément des services de normalisation, d'essai et d'étalonnage ainsi que la sensibilisation du public) favorise un développement économique durable. La mise en œuvre de bonnes pratiques internationales et une plus grande transparence contribuent à améliorer la qualité des produits, et donc à accroître la sécurité alimentaire et la compétitivité. Le projet contribue à la réduction de la pauvreté en améliorant la productivité dans le secteur alimentaire. L'amélioration des conditions requises pour une assurance qualité facilite l'accès à des produits alimentaires sûrs et sains.</p> <p>Les incidences du projet ne se limitent pas aux chaînes de valeur choisies (blé, miel, légumineuses). D'autres chaînes peuvent également bénéficier de l'amélioration. En améliorant la qualité des produits agricoles, le projet contribue à la réalisation des ODD 1 (Réduction de la pauvreté), 2 (Faim "zéro") et 3 (Bonne santé et bien-être). En mettant en place des services d'assurance qualité, le module contribue également à la réalisation des ODD 9 (Industrie, innovation et infrastructure) et 17 (Partenariats pour les objectifs).</p>
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2016 à 2024
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	

Intitulé du projet/programme	Appui au système régional de métrologie dans la région de la CEMAC
Objectif ou objet	Mise à disposition et utilisation régulière de services métrologiques fiables dans la région.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	CEMAC.
Nature des incitations	
Implications financières	1,1 million d'EUR
Domaine technologique	Métrologie.
Catégorie de technologie	Autre (métrologie).
Résultats ou impact	Meilleure expertise en métrologie, amélioration de l'environnement pour le système régional de métrologie, établissement d'un réseau régional de métrologie. Mise à disposition et utilisation régulière de services métrologiques fiables dans la région.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2016 à 2020
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Rieke Koriath rieke.koriath@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures de la qualité au Myanmar
Objectif ou objet	Le projet vise à accroître la disponibilité et l'utilisation locales des services d'infrastructures de la qualité qui sont fondés sur les bonnes pratiques internationales. Il est en particulier axé sur les besoins en termes de services d'infrastructure de la qualité du secteur de l'agriculture et de l'alimentation, qui représente la majorité des petites et moyennes entreprises au Myanmar.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	Myanmar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Instituts nationaux de métrologie et d'accréditation, laboratoires d'analyses et organismes compétents en matière d'évaluation des denrées alimentaires
Nature des incitations	
Implications financières	2,8 millions d'EUR
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité
Catégorie de technologie	Autre (développement des services d'étalonnage et d'essais pour l'assurance qualité et l'amélioration du secteur de l'agriculture et de l'alimentation)
Résultats ou impact	<p>Un système national d'infrastructure qualité axé sur la demande contribue à améliorer les processus de fabrication et la qualité des produits et, partant, la compétitivité des entreprises locales. Pour les pays agricoles comme le Myanmar, en particulier, cela se traduit notamment par un meilleur respect des normes alimentaires de plus en plus strictes. En outre, le projet permet de renforcer la reconnaissance internationale des certificats de produits et des systèmes de gestion et la confiance dans les produits et les processus locaux.</p> <p>En fin de compte, une meilleure compétitivité des entreprises locales permet d'accéder à de nouveaux marchés, de promouvoir le développement du secteur privé local et le bien-être de la population grâce à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté. Ainsi, les consommateurs ont davantage confiance en la qualité des produits locaux, consomment des aliments plus sûrs et bénéficient d'une meilleure protection de l'environnement. En outre, l'amélioration des compétences des décideurs facilite l'intégration commerciale et économique du Myanmar dans l'ASEAN et dans l'économie mondiale.</p>
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	De janvier 2015 à novembre 2021
Site Web pour plus d'informations	https://www.ptb.de/cms/en/ptb/fachabteilungen/abt9/gruppe-93/ref-932.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Mme Marjam Mayer, marjam.mayer@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Appui au Népal dans le domaine des infrastructures de la qualité (phase 3)
Objectif ou objet	Les acteurs économiques népalais utilisent des services d'assurance qualité dans les domaines de coordination régionaux et techniques de la coopération bilatérale pour le développement.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	Népal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	
Implications financières	2 millions d'EUR
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité axées sur les mesures, les essais et la normalisation.
Catégorie de technologie	Autre (transfert de bonnes pratiques internationales en matière de services d'étalonnage et d'essais; diffusion de normes internationales et de systèmes de qualité dans certaines chaînes de valeur).
Résultats ou impact	Développement des services nationaux d'infrastructure qualité dans les domaines de la métrologie et de l'évaluation de la conformité; renforcement des structures régionales d'information du système d'infrastructure qualité; application des services d'infrastructure qualité dans certaines chaînes de valeur; traitement à titre expérimental des demandes relatives à la qualité d'autres domaines prioritaires de la coopération pour le développement. Contribution au développement économique et au commerce par l'amélioration de la disponibilité de services d'infrastructure fiables et de qualité au Népal.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018 à 2021
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Andrea Ulbrich, andrea.ulbrich@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement de l'intégration et de la coopération régionales dans le domaine des infrastructures de la qualité en Asie du Sud (ASACR)
Objectif ou objet	L'objectif du projet est d'améliorer durablement l'accès à des services d'infrastructure qualité axés sur le commerce et la demande grâce à la coopération régionale et à la répartition des tâches.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Membres de l'Association sud-asiatique de coopération régionale (ASACR), y compris l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan et le Népal.
Nature des incitations	
Implications financières	1,2 million d'EUR
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité (en particulier la métrologie, l'accréditation et les normes).
Catégorie de technologie	Autre (connaissances, structures communes, normes, organisation régionale).
Résultats ou impact	Le projet permet de renforcer le processus d'intégration économique régionale en réduisant les obstacles techniques au commerce et en favorisant les partenariats entre les institutions d'infrastructures de qualité.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2018 à 2021
Site Web pour plus d'informations	http://www.sarso.org.bd/
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Uwe Miesner uwe.miesner@ptb.de , Andrea Ulbrich andrea.ulbrich@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures de qualité pour le commerce et la protection des consommateurs dans la région de la SADC
Objectif ou objet	Renforcer les institutions chargées des infrastructures de la qualité pour soutenir le libre-échange et le commerce équitable et sûr dans la région de la SADC.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	SADC
Nature des incitations	
Implications financières	1 million d'EUR
Domaine technologique	Infrastructures de la qualité.
Catégorie de technologie	Autre (infrastructures de la qualité).
Résultats ou impact	Meilleure efficacité de la Direction du développement industriel et du commerce de la SADC. Renforcement des infrastructures de la qualité de la SADC aux niveaux national et régional. Promotion des accords commerciaux pertinents de la SADC et panafricains (ZLECAF) et de la mise en œuvre de la stratégie et de la feuille de route pour l'industrialisation de la SADC. Continuer d'améliorer les infrastructures de la qualité pour développer le commerce et assurer la protection des consommateurs dans la région de la SADC.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	2020 à 2022
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Jana Bante jana.bante@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement de la coopération régionale dans les réseaux d'accréditation en Asie-Pacifique
Objectif ou objet	Renforcement des capacités de l'APAC à soutenir les systèmes d'accréditation des économies en développement en vue de soutenir leur développement économique durable.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Organismes d'accréditation des États membres de l'APAC (Bangladesh, Bhoutan, Cambodge, Myanmar, Népal, République démocratique populaire lao principalement)
Nature des incitations	
Implications financières	1 million d'EUR
Domaine technologique	Accréditation.
Catégorie de technologie	Autre (accréditation).
Résultats ou impact	Renforcement des capacités des réseaux d'accréditation régionaux de développer de nouveaux services pour les pays en développement. Les pays en développement pourront fournir des services d'accréditation reconnus à l'industrie locale, facilitant ainsi sa participation au commerce régional.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} mars 2018 au 28 février 2021
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Cora Roos, cora.roos@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des infrastructures de la qualité pour l'innovation dans les services relatifs à l'énergie
Objectif ou objet	Le projet vise à accroître les ventes de systèmes photovoltaïques ayant fait l'objet d'un contrôle de la qualité et de services y relatifs.
Organisme offrant les incitations	PTB
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	PTB
Membre(s) bénéficiaire(s)	Sénégal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Instituts nationaux de normalisation et de métrologie; laboratoires privés d'essai et d'étalonnage; opérateurs privés et commerciaux de systèmes photovoltaïques.
Nature des incitations	1 million d'EUR.
Implications financières	Infrastructures de la qualité.
Domaine technologique	Autre (normalisation, métrologie, essais).
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	<p>La mise en place de l'infrastructure de la qualité (et plus précisément des services de normalisation, d'essai et d'étalonnage ainsi que la sensibilisation du public) favorise un développement économique durable. La mise en œuvre de bonnes pratiques internationales et une plus grande transparence contribuent à améliorer la qualité des produits, et donc à accroître la sécurité alimentaire et la compétitivité.</p> <p>En renforçant l'infrastructure de la qualité dans le domaine photovoltaïque, le rendement et la durée de vie des systèmes photovoltaïques et donc l'efficacité économique et la demande de cette technologie ainsi que la confiance en celle-ci seront accrues, ce qui permettra également de favoriser la création d'emplois dans un secteur innovant et moderne.</p> <p>Sur le plan international, le projet contribue à la réalisation des objectifs climatiques énoncés dans l'Accord de Paris et des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Il convient de mentionner ici en particulier l'ODD 13, mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions, car l'expansion de l'énergie solaire permet de préserver les ressources naturelles et de réduire les émissions de CO₂.</p>
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	De février 2018 à janvier 2023
Site Web pour plus d'informations	www.ptb.de
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Mme Carola Heider, carola.heider@ptb.de

Intitulé du projet/programme	Appui à l'enseignement et à la formation techniques et professionnels en Afghanistan
Objectif ou objet	L'orientation vers le marché du travail et la pertinence des groupes cibles du système d'enseignement et de formation techniques et professionnels (EFTP), mis en place à titre expérimental, ont été accrues.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'éducation
Nature des incitations	Enseignement et formation techniques et professionnels.
Implications financières	27,9 millions d'EUR
Domaine technologique	Enseignement
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Promotion du transfert de technologie et de l'innovation dans les entreprises au moyen de la formation professionnelle.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} novembre 2017 au 31 janvier 2022.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	M. Gustav Reier, gustav.reier@giz.de

Intitulé du projet/programme	Programme d'amélioration du secteur de l'eau
Objectif ou objet	le cadre institutionnel, organisationnel et juridique en vue d'une gestion durable de l'eau urbaine en Afghanistan a été amélioré.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	Ministère de l'économie
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'économie
Nature des incitations	Assistance technique. Transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	11,8 millions d'EUR
Domaine technologique	Gestion du secteur de l'eau.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Amélioration de la gestion et de la protection des ressources en eau ainsi que l'accès de la population urbaine à l'eau potable et à une évacuation durable des eaux usées .
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juillet 2018 au 31 décembre 202.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Michael Klaus, michael.klaus@giz.de

Intitulé du projet/programme	Programme d'amélioration du secteur de l'énergie
Objectif ou objet	Les conditions préalables à la promotion des énergies renouvelables et au rendement énergétique se sont améliorées.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afghanistan
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'énergie et de l'eau
Nature des incitations	Services de conseil, transfert de connaissances et de technologie.
Implications financières	12,5 millions d'EUR
Domaine technologique	Énergie, énergie renouvelable
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	L'approvisionnement de la population tant urbaine que rurale en énergie respectueuse de l'environnement et du climat est amélioré.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} octobre 2018 au 31 décembre 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Robert Schultz, robert.schultz@giz.de

Intitulé du projet/programme	Réseau germano-bangladais d'enseignement supérieur pour un secteur du textile durable
Objectif ou objet	Certaines facultés des universités du Bangladesh utilisent le réseau d'enseignement supérieur germano-bangladais pour mettre en œuvre la recherche et les activités de formation offertes en fonction de la demande en matière de gestion responsable d'entreprises dans le secteur des vêtements.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays	
Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère des finances
Nature des incitations	Transfert de connaissances, création d'un réseau
Implications financières	3,5 millions d'EUR
Domaine technologique	Enseignement
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Certaines facultés des universités du Bangladesh utilisent le réseau d'enseignement supérieur germano-bangladais pour améliorer la recherche et les qualifications offertes. Les deux éléments essentiels du projet sont la création d'un réseau entre les universités bangladaises et allemandes ainsi que l'intégration continue de l'industrie.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juin 2017 au 31 décembre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Ladina George, ladina.george@giz.de

Intitulé du projet/programme	Programme eau et assainissement
Objectif ou objet	Accès égal et durable des membres de la communauté, en particulier de la population pauvre, à l'eau potable et aux installations d'assainissement ainsi qu'à l'hygiène élargi.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'hydraulique et des mines
Nature des incitations	Services de conseil, assistance technique et transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	15,7 millions d'EUR
Domaine technologique	Gestion du secteur de l'eau.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Amélioration de l'approvisionnement en eau potable et renforcement des capacités municipales dans les secteurs de l'hygiène, de l'assainissement et de l'eau potable.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juillet 2017 au 31 décembre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Degla Rodrigue Dossou, degla.dossou@giz.de

Intitulé du projet/programme	Amélioration de la sécurité alimentaire des ménages auparavant sans terres au Cambodge
Objectif ou objet	Le projet soutient les personnes auparavant déplacées et sans terres qui ont volontairement consenti à se réinstaller pour subvenir à leurs besoins. Il vise à améliorer la sécurité alimentaire des ménages pauvres et auparavant sans terres.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de la gestion foncière, de la planification urbaine et de la construction
Nature des incitations	Services de conseil pour le transfert de technologie, transfert de connaissances.
Implications financières	5 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur de l'alimentation et de la nutrition
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	La sécurité alimentaire des ménages ayant reçu des terres dans les provinces de Kampong Chhnang, Kampong Speu, Kampong Thom et Kratie est durablement améliorée.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2024.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Guenter Wessel, guenter.wessel@giz.de

Intitulé du projet/programme	Amélioration des moyens d'existence et de la sécurité alimentaire des ménages auparavant sans terres au Cambodge
Objectif ou objet	Le projet soutient les personnes auparavant déplacées et sans terres qui ont volontairement consenti à se réinstaller pour subvenir à leurs besoins. Il vise à améliorer les moyens d'existence et à assurer la sécurité alimentaire des ménages pauvres et auparavant sans terres.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays	
Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cambodge
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de la gestion foncière, de la planification urbaine et de la construction
Nature des incitations	Services de conseil pour le transfert de technologie, transfert de connaissances.
Implications financières	5,5 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur de l'alimentation et de la nutrition
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Les moyens d'existence et la sécurité alimentaire des ménages ayant reçu des terres dans les provinces de Kratie, Tboung Khmum et Kampong sont durablement améliorés.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} octobre 2014 au 30 septembre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Guenter Wessel, guenter.wessel@giz.de

Intitulé du projet/programme	Sécurité alimentaire et amélioration de la résilience des populations locales et des réfugiés à l'est du Tchad
Objectif ou objet	La résilience des réfugiés et de la population locale en ce qui concerne la sécurité alimentaire dans les communautés soutenues de la région Ouaddai est accrue.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Tchad
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de la planification et de la coopération internationale
Nature des incitations	Assistance technique. Transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	3,2 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur de l'alimentation
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Renforcer les structures publiques, traditionnelles et de la société civile dans leur rôle pour la sécurité alimentaire et la gestion pacifique des conflits, soutenir les groupes cibles dans la production alimentaire, promouvoir les mesures génératrices de petits revenus dans le secteur agricole et réhabiliter ainsi que recréer les infrastructures de sécurité alimentaire.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 29 novembre 2017 au 31 octobre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Martin Jaeger, martin.jaeger@giz.de

Intitulé du projet/programme	Contribution au soutien de la productivité agricole en Éthiopie
Objectif ou objet	Amélioration des exigences en matière d'augmentation de la productivité agricole en Éthiopie.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'agriculture
Nature des incitations	Services de conseil, assistance technique, transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	4,8 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur agricole
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Augmentation de la productivité agricole durable en Éthiopie
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 16 janvier 2018 au 15 janvier 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Nicola Martin, nicola.martin@giz.de

Intitulé du projet/programme	Mécanisation et technologie agricoles aux fins de la productivité des petits exploitants
Objectif ou objet	Le nombre de petits exploitants ayant recours à des services de mécanisation de qualité a augmenté.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'agriculture
Nature des incitations	Transfert de connaissances, innovation
Implications financières	4 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur agricole.
Catégorie de technologie	Autre (technologies agricoles).
Résultats ou impact	Les innovations dans la mécanisation et la technologie agricoles ont contribué à améliorer la productivité et les revenus des petits exploitants.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} septembre 2018 au 31 août 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Daniel Markus Hess, daniel.hess@giz.de

Intitulé du projet/programme	Appui aux groupements du secteur agroalimentaire en Éthiopie
Objectif ou objet	Progression de la croissance axée sur l'emploi du secteur agroalimentaire.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère du commerce et de l'industrie
Nature des incitations	Renforcement des capacités, transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	3,5 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur de l'agriculture et de l'alimentation.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Promotion durable de l'engagement du secteur privé dans le secteur agroalimentaire en Éthiopie. Il s'agit d'une condition préalable à une croissance économique durable et à des possibilités d'emploi supplémentaires.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} novembre 2019 au 31 octobre 2022.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Christian Dohse, christian.dohse@giz.de

Intitulé du projet/programme	Protection du climat par le biais de la conservation des forêts
Objectif ou objet	Le programme de réduction des émissions de la République démocratique populaire lao a été mis en œuvre au moyen d'une meilleure gouvernance forestière et d'une gestion durable des paysages forestiers.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	République démocratique populaire lao
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'agriculture et des forêts
Nature des incitations	Services de conseil, transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	22,6 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur de l'agriculture.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Respect des prescriptions relatives aux paiements liés au mécanisme REDD+ axés sur les résultats, mise en place de systèmes de production et de chaînes d'approvisionnement sans déforestation et mise en œuvre de plans de gestion pour une gestion et une protection durables des forêts.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 5 juin 2019 au 30 juin 2024.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	M. Jens Kallabinski, jens.kallabinski@giz.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des systèmes de santé et de prévention épidémique post-Ebola
Objectif ou objet	Renforcement du système de surveillance des maladies et d'intervention en cas de maladies, notamment pour les maladies susceptibles d'évoluer en épidémies.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Libéria
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de la santé
Nature des incitations	Appui financier et technique à la recherche médicale, transfert de connaissances
Implications financières	7 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur de la santé.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Renforcement de la résilience du système de santé, y compris la résilience aux flambées de maladies épidémiques
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} mai 2016 au 31 août 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Damien Bishop, damien.bishop@giz.de

Intitulé du projet/programme	Promotion de l'électrification rurale grâce aux énergies renouvelables (PERER)
Objectif ou objet	Amélioration du cadre juridique et administratif pour l'investissement public et privé dans l'approvisionnement en électricité grâce aux énergies renouvelables.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Madagascar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'énergie, de l'eau et des hydrocarbures
Nature des incitations	Services de conseil, formation technique et transfert de connaissances.
Implications financières	9,5 millions d'EUR
Domaine technologique	Énergie, énergie durable.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Les acteurs du secteur de l'énergie utilisent de plus en plus les conditions-cadre institutionnelles et financières améliorées pour les investissements dans l'électrification grâce aux énergies renouvelables.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2022
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Monika Rammelt, monika.rammelt@giz.de

Intitulé du projet/programme	Appui au programme national pour l'irrigation durable à petite échelle
Objectif ou objet	Amélioration des conditions de planification, de production et de nutrition concernant les personnes travaillant dans le secteur de l'irrigation à petite échelle.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mali
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'agriculture
Nature des incitations	Services de conseil, assistance technique, transfert de connaissances.
Implications financières	4,5 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur agricole.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	La population rurale est en mesure d'utiliser efficacement le potentiel économique du secteur de l'irrigation à petite échelle.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Juergen Hoerner, juergen.hoerner@giz.de

Intitulé du projet/programme	Approvisionnement en eau potable et assainissement durables au Mali
Objectif ou objet	Amélioration des résultats délivrés par les acteurs choisis pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu rural
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mali
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'énergie et de l'eau
Nature des incitations	Assistance technique, transfert de connaissances.
Implications financières	2,7 millions d'EUR
Domaine technologique	Gestion du secteur de l'eau.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Les acteurs responsables au niveau national et décentralisé sont en mesure de rendre leurs services de manière efficace et effective et d'assurer le bon fonctionnement du système d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans les zones rurales.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Michael Wolf, michael.wolf@giz.de

Intitulé du projet/programme	Programme d'appui à la stratégie nationale pour l'adaptation aux effets du changement climatique au Mali
Objectif ou objet	Accroissement de la résilience des systèmes de production écologique et du système social dans les régions vulnérables du Mali à l'impact du changement climatique grâce à un renforcement des capacités d'adaptation et des approches innovantes et intégrées en matière d'adaptation.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mali
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'environnement, de l'assainissement et du développement durable
Nature des incitations	Services de conseil, renforcement des capacités/formation et transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	5,3 millions d'EUR
Domaine technologique	Environnement et climat.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Promotion d'une économie résiliente au changement climatique et de la mise en place de conditions propices à l'émergence d'un secteur privé utilisant des technologies à faibles émissions de carbone.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juillet 2014 au 30 septembre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Hartmut Behrend, hartmut.behrend@giz.de

Intitulé du projet/programme	Développement économique intégré du secteur de l'extraction en Mauritanie
Objectif ou objet	Les conditions préalables à une contribution accrue du secteur minier à la transformation économique sont établies.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mauritanie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère des affaires économiques et des finances
Nature des incitations	Services de conseil, transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	2 millions d'EUR
Domaine technologique	Gestion des ressources naturelles.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Amélioration de l'accès des entreprises et des travailleurs locaux au secteur minier et établissement de normes de durabilité dans le secteur minier artisanal, et du suivi de ces normes.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} mars 2019 au 28 février 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Jonathon Hornbrook, jonathon.hornbrook@giz.de

Intitulé du projet/programme	Promotion de l'électrification rurale au Myanmar
Objectif ou objet	Renforcement des capacités institutionnelles et techniques des acteurs du secteur public et privé au niveau de l'Union et de l'État pour promouvoir et développer le secteur des mini-réseaux d'énergie renouvelable.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Myanmar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation
Nature des incitations	Services de conseil, renforcement des capacités/formation.
Implications financières	3 millions d'EUR
Domaine technologique	Énergie, énergie durable.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Renforcement des capacités techniques et institutionnelles du gouvernement et du secteur privé ainsi que des conditions-cadre pour la promotion, le développement et la mise en œuvre de réseaux électriques fondés sur les énergies renouvelables.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} mars 2020 au 28 février 2023.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Regine Dietz, regine.dietz@giz.de

Intitulé du projet/programme	Promotion du développement d'une aquaculture durable
Objectif ou objet	Renforcement des capacités institutionnelles et techniques des acteurs du secteur public et privé au niveau de l'Union et de l'État pour promouvoir et développer le secteur des mini-réseaux d'énergie renouvelable.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Myanmar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de l'irrigation
Nature des incitations	Assistance technique, renforcement des capacités, transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	22,2 millions d'EUR
Domaine technologique	Pêcheries
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	L'intensification d'une aquaculture durable contribue à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans certaines régions du Myanmar.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} décembre 2016 au 30 novembre 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Peter Buri, peter.buri@giz.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement du système de formation professionnelle au Myanmar III
Objectif ou objet	Le système de formation professionnelle et de certification professionnelle correspond largement à la prescription du secteur privé.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Myanmar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'éducation, Ministère du travail et Ministère de l'industrie
Nature des incitations	Services de conseil, coopération avec le secteur privé, formation professionnelle.
Implications financières	3,9 millions d'EUR
Domaine technologique	Enseignement.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Amélioration de la pertinence de la formation et de la certification professionnelles pour le marché du travail. Le projet inclut notamment l'élargissement de la coopération avec le secteur privé, la qualification du personnel chargé de la formation professionnelle et la création de nouveaux formats d'orientation professionnelle.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2020 au 30 juin 2022.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Eiko Kauffmann, eiko.kauffmann@giz.de

Intitulé du projet/programme	Programme en faveur des énergies durables
Objectif ou objet	Amélioration des conditions préalables à la mise en œuvre de services relatifs à l'énergie durables et axés sur la protection du climat.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Sénégal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'énergie et du développement des énergies renouvelables
Nature des incitations	Renforcement des capacités, formation professionnelle et transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	14,4 millions d'EUR
Domaine technologique	Énergie, énergie durable.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Réduction de la dépendance à l'égard des importations d'énergie et renforcement de la base macroéconomique du pays à moyen terme. Le projet favorise en particulier le développement social et économique des zones rurales.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Ezgi Basar, ezgi.basar@giz.de

Intitulé du projet/programme	Programme de l'enseignement supérieur en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique
Objectif ou objet	Le marché du travail au Sénégal dispose de professionnels axés sur la création d'emplois, qualifiés dans le domaine du développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique et du recours à celles-ci.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Sénégal
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
Nature des incitations	Enseignement et formation professionnels. Transfert de connaissances techniques.
Implications financières	8 millions d'EUR
Domaine technologique	Enseignement.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Les cours diplômants et cours de formation dans le domaine des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique sont plus axés sur le marché du travail et la pratique.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 13 novembre 2018 au 31 décembre 2022.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	M. Ulrike Wiegemann, ulrike.wiegemann@giz.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement de la résilience de la fourniture de services de base aux populations pauvres à Gumbo
Objectif ou objet	Amélioration des conditions préalables à l'utilisation d'eau potable à Gumbo. en particulier pour les populations vulnérables.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Soudan du Sud
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Transfert de connaissances technologiques et assistance technique.
Implications financières	4 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur de l'eau.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Création des conditions préalables à la mise en place d'un système d'approvisionnement local en eau et renforcement des capacités opérationnelles des acteurs locaux pour la fourniture de services d'alimentation en eau potable.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2022.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Younes Hassib, younes.hassib@giz.de

Intitulé du projet/programme	Développement rural et agriculture
Objectif ou objet	Amélioration de l'efficacité technique et économique des acteurs de certaines chaînes de valeur agricoles.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Togo
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de la planification et du développement
Nature des incitations	Services de conseil et transfert de connaissances technologiques..
Implications financières	13,6 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur agricole.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Utilisation par les acteurs concernés de mesures et méthodes spécifiques pour obtenir une production plus intensive et durable tout au long des chaînes de valeur prioritaires et professionnalisation par ces mêmes acteurs de l'activité entrepreneuriale dans le secteur agricole.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} novembre 2016 au 31 octobre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	M. Florent-Dirk Thies, florent-dirk.thies@giz.de

Intitulé du projet/programme	Accès décentralisé à l'énergie au Togo
Objectif ou objet	Amélioration des conditions nécessaires à l'accès à des services énergétiques de base décentralisés et respectueux de l'environnement.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Togo
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'énergie et des mines
Nature des incitations	Assistance technique, renforcement des capacités et transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	6,5 millions d'EUR
Domaine technologique	Énergie, énergie durable.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	L'amélioration de l'électrification rurale grâce à la création de conditions-cadre adaptées et à la construction de systèmes adéquats, et l'amélioration de la structuration de la filière Bois-Énergie permettent d'améliorer la productivité rurale, la situation sanitaire et le niveau d'enseignement.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 11 septembre 2017 au 31 août 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Andreas Schleenbaecker, andreas.schleenbaecker@giz.de

Intitulé du projet/programme	Promotion de miniréseaux pour l'électrification rurale
Objectif ou objet	Amélioration des conditions nécessaires à l'installation de miniréseaux décentralisés dans les villages faisant appel aux énergies renouvelables, avec la participation du secteur privé.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Ouganda
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'énergie et de la mise en valeur des ressources minérales
Nature des incitations	Assistance technique, renforcement des capacités et transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	9,2 millions d'EUR
Domaine technologique	Énergie, énergie durable.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Développement de la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et amélioration de l'accès aux énergies renouvelables et respectueuses de l'environnement ainsi que de l'efficacité de la fourniture et de l'utilisation de l'énergie.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} avril 2016 au 30 septembre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Dr. Markus Francke, markus.francke@giz.de

Intitulé du projet/programme	Promotion de l'énergie renouvelable et de l'efficacité énergétique
Objectif ou objet	Amélioration des conditions-cadre pour l'accès à l'énergie propre dans les zones rurales et urbaines.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Ouganda
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère de l'énergie et de la mise en valeur des ressources minérales
Nature des incitations	Services de conseil, renforcement des capacités et transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	6,7 millions d'EUR
Domaine technologique	Énergie, énergie durable.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Développement de la production d'électricité à partir de sources d'énergies renouvelables et amélioration de l'accès aux énergies renouvelables et respectueuses de l'environnement ainsi que de l'efficacité de la fourniture et de l'utilisation de l'énergie..
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} février 2019 au 31 janvier 2023.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Franziska Abila-Roetzer, franziska.abila-roetzer@giz.de

Intitulé du projet/programme	Adaptation au changement climatique dans les zones rurales de la SADC
Objectif ou objet	Renforcement par le Centre de coordination de la recherche et du développement agricoles pour l'Afrique australe (CCARDESA) de la capacité des Membres de la SADC d'intégrer les aspects liés au changement climatique dans leurs politiques, programmes et investissements dans le domaine de l'agriculture.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afrique du Sud; Angola; Botswana; Lesotho; Madagascar; Malawi; Maurice; Mozambique; Namibie; République démocratique du Congo; Seychelles; Tanzanie; Zambie; Zimbabwe.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Comores
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Secrétariat de la SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe).
Nature des incitations	Renforcement des capacités et transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	7,4 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur agricole.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Meilleure gestion des connaissances par les pays membres de la SADC grâce à un transfert de technologie et de connaissances permettant de développer une agriculture intelligente face au climat, et amélioration des capacités de ces pays membres de développer et financer des pratiques intelligentes face au climat dans les chaînes de valeur agricoles.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2016 au 31 décembre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Hanna Sabass, hanna.sabass@giz.de

Intitulé du projet/programme	Centre académique pour l'innovation numérique en Afrique de l'Est
Objectif ou objet	Les cours dispensés par les universités d'Afrique de l'Est répondent aux besoins des secteurs privé et public et des parties prenantes de la société civile dans le cadre de la transformation numérique de la région.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burundi; Kenya; Ouganda; Rwanda; Tanzanie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Soudan du Sud
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Secrétariat de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).
Nature des incitations	Enseignement et formation techniques, transfert de connaissances.
Implications financières	4,6 millions d'EUR
Domaine technologique	Enseignement.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Contribution à l'objectif global de renforcement de l'intégration économique et sociale des membres de la CAE en apportant des qualifications et en permettant la création de réseaux axés sur la pratique.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} avril 2017 au 31 mars 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Mme Kirsten Focken, kirsten.focken@giz.de

Intitulé du projet/programme	Offrir des perspectives: Entreprises au service du développement (Afrique de l'Est)
Objectif ou objet	Amélioration des perspectives économiques pour les petites et moyennes entreprises en Afrique de l'Est.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burundi; Kenya; Ouganda; Rwanda; Tanzanie;
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Soudan du Sud
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE).
Nature des incitations	Transfert de technologie et de connaissances, coopération avec le secteur privé.
Implications financières	5 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur privé
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Amélioration des perspectives économiques des entreprises et renforcement du développement du secteur privé. Les entreprises sélectionnées qui ont achevé avec succès leur phase de démarrage sont encouragées à s'accroître davantage.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 30 novembre 2017 au 31 décembre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Eckhard Heine, eckhard.heine@giz.de

Intitulé du projet/programme	Conservation de la biodiversité et valorisation des services de l'écosystème dans des zones humides transfrontières importantes du bassin du Nil
Objectif ou objet	Renforcement des capacités techniques et institutionnelles pour la gestion durable des zones humides transfrontières importantes dans le bassin versant du Nil.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burundi; Égypte; Kenya; Ouganda; République démocratique du Congo; Rwanda.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie; Soudan; Soudan du Sud.
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Initiative du bassin du Nil.
Nature des incitations	Services de conseil, renforcement des capacités.
Implications financières	6 millions d'EUR
Domaine technologique	Biodiversité.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Renforcement des capacités de l'Initiative du bassin du Nil et de ses membres en matière de gestion des zones humides transfrontières importantes. À l'échelle du bassin, des mesures visant à générer des connaissances et à intégrer des "infrastructures vertes" dans la planification du bassin du Nil sont mises en œuvre.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} octobre 2015 au 31 mars 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	M. Malte Grossmann, malte.grossmann@giz.de

Intitulé du projet/programme	Soutien à la coopération transfrontalière dans le domaine de l'eau dans le bassin du Nil
Objectif ou objet	Renforcement de la capacité de l'Initiative du bassin du Nil d'établir un consensus entre les États riverains sur la gestion et la mise en valeur durables et coopératives des ressources en eau du bassin.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burundi; Égypte; Kenya; Ouganda; République démocratique du Congo; Rwanda; Tanzanie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie; Soudan; Soudan du Sud.
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Initiative du bassin du Nil
Nature des incitations	Assistance technique, renforcement des capacités, transfert de connaissances.
Implications financières	13,5 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur de la gestion de l'eau.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Contribution à une utilisation durable et équitable des ressources en eau partagées du Nil grâce à une gestion coordonnée des ressources en eau et le développement des infrastructures.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juillet 2016 au 31 décembre 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	M. Malte Grossmann, malte.grossmann@giz.de

Intitulé du projet/programme	Programme de développement de projets au niveau mondial (phase 4)
Objectif ou objet	Développement des petites et moyennes entreprises allemandes du secteur des énergies renouvelables en coopération avec des entreprises locales du secteur des technologies utilisant des énergies renouvelables.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Botswana; Burkina Faso; Cambodge; Cameroun; Côte d'Ivoire; Ghana; Jordanie; Kenya; Madagascar; Mali; Maurice; Myanmar; Nigéria; Ouganda; Pakistan; Rwanda; Sénégal; Viet Nam; Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	République libanaise.
Entreprises ou institutions bénéficiaires	
Nature des incitations	Services de conseil, transfert de connaissances et de technologie.
Implications financières	20,2 millions d'EUR
Domaine technologique	Énergie, énergie durable.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Les entreprises allemandes mettent en œuvre avec succès des projets dans les domaines des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique dans différents pays, et contribuent ainsi à la diffusion de ces technologies. Le projet contribue à renforcer la compétitivité des technologies et des exploitants respectueux de l'environnement grâce à des solutions fondées sur le marché.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} avril 2018 au 31 mars 2023.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Martin Hofmann, martin.hofmann@giz.de

Intitulé du projet/programme	Initiative Make IT Africa en faveur de l'entrepreneuriat dans les hautes technologies
Objectif ou objet	Amélioration de la croissance et de l'emploi dans les entreprises des TI dans certains pays d'Afrique subsaharienne.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Ghana; Kenya; Nigéria; Rwanda; Tunisie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Certains ministères des pays partenaires respectifs.
Nature des incitations	Services de conseil, transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	16 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur du numérique.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Promotion structurée et durable de la phase de croissance des entreprises dans l'économie numérique. Les entreprises sont aidées à mieux libérer leur potentiel et à générer une croissance durable.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2017 au 31 décembre 2020.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Dr. Jan Schwaab, jan.schwaab@giz.de

Intitulé du projet/programme	BioInnovation Africa – Répartition équitable des avantages afin de préserver la biodiversité
Objectif ou objet	La coopération euro-africaine est étendue aux innovations fondées sur la biodiversité et aux produits donnant lieu à une répartition des avantages en vue de préserver la biodiversité.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Afrique du Sud; Cameroun; Madagascar; Namibie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Certains ministères des pays partenaires respectifs.
Nature des incitations	Transfert de technologie et de connaissances.
Implications financières	9 millions d'EUR
Domaine technologique	Biodiversité.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Renforcement de relations commerciales équitables et axées sur la préservation de la biodiversité entre l'Afrique et l'Europe et contribution à la réduction des inégalités croissantes et des dommages environnementaux massifs.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2019 au 30 juin 2022.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	M. Andreas Drews, andreas.drews@giz.de

Intitulé du projet/programme	Durabilité et valeur ajoutée dans les chaînes d'approvisionnement agricoles
Objectif ou objet	La durabilité de certaines chaînes de valeur agricoles s'est accrue dans les pays partenaires.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burkina Faso; Cameroun; Inde.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Ouzbékistan.
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Certains ministères ou autorités des pays partenaires respectifs.
Nature des incitations	Transfert de connaissances, coopération avec le secteur privé.
Implications financières	47 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur agricole.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	La production durable et la création de valeur locale peuvent grandement contribuer à la création d'emplois, à l'augmentation des revenus et à l'éradication de la faim et de la pauvreté dans les pays de production et dans certains secteurs.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} avril 2019 au 31 mars 2025.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Felix Ruhland, felix.ruhland@giz.de

Intitulé du projet/programme	Protection des sols et rétablissement de la sécurité alimentaire
Objectif ou objet	Les approches durables de protection et de réhabilitation des sols ont été mises en œuvre à grande échelle dans certains pays partenaires.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin; Burkina Faso; Inde; Kenya; Madagascar; Tunisie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Éthiopie
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Certains ministères des pays partenaires respectifs.
Nature des incitations	Services de conseil, transfert de connaissances technologiques.
Implications financières	152 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur agricole.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	La protection et la réhabilitation des sols augmentent la productivité et contribuent de ce fait à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 21 novembre 2014 au 30 juin 2023.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Mme Anneke Trux, anneke.trux@giz.de

Intitulé du projet/programme	Introduction de la technologie de refroidissement à l'énergie solaire en Afrique subsaharienne
Objectif ou objet	L'objectif est de développer davantage les prototypes existants de congélateurs et de réfrigérateurs fonctionnant à l'énergie solaire en coopération avec PalFridge, fabricant d'appareils frigorifiques expérimenté d'Eswatini, de sorte qu'ils répondent aux exigences des zones climatiques tropicales et subtropicales.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Office de l'environnement d'Eswatini.
Nature des incitations	Services de conseil, transfert de connaissances et de technologie.
Implications financières	2,2 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur de l'environnement et du climat.
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	Introduction de la technologie de refroidissement à l'énergie solaire en Afrique subsaharienne.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 27 août 2008 au 31 octobre 2021.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Bernhard Siegele, bernhard.siegele@giz.de

Intitulé du projet/programme	Recherche agricole internationale – Projet suprarégional
Objectif ou objet	Utilisation croissante par les groupes cibles de petits exploitants (hommes et femmes) des produits de la recherche agricole axés sur le développement adaptés à l'évolution des circonstances.
Organisme offrant les incitations	GIZ
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Instituts de recherche dans les pays partenaires.
Nature des incitations	Services de conseil, transfert de connaissances et de technologie.
Implications financières	35,3 millions d'EUR
Domaine technologique	Secteur agricole
Catégorie de technologie	
Résultats ou impact	La recherche agricole internationale contribue à éliminer la pauvreté, la faim et la dégradation de l'environnement, grâce à des résultats et des produits de recherche innovants. Elle fait donc partie intégrante du développement des zones rurales et de la sécurité alimentaire.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2023.
Site Web pour plus d'informations	
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Mme Marlis Lindecke, marlis.lindecke@giz.de

Intitulé du projet/programme	Géoinformations pour l'aménagement urbain et l'adaptation au changement climatique
Objectif ou objet	Meilleure intégration des géoinformations dans les processus d'aménagement urbain.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bangladesh
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Service d'études géologiques du Bangladesh
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	5 millions d'EUR
Domaine technologique	Renforcement des capacités/transfert de savoir-faire méthodologique: géoinformations, géologie urbaine, urbanisme, stratigraphie, sismicité, affaissement, télédétection (radar).
Catégorie de technologie	Autre (production de géodonnées et de cartes thématiques).
Résultats ou impact	Qualité, transparence et efficacité accrues dans la prise en compte des géodonnées dans l'aménagement urbain.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	De janvier 2018 à décembre 2021.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Asie/Océanie, M. Wolfgang Schröder, tél.: +49 (511) 643-2316, wolfgang.schroeder@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Gestion et protection des ressources en eau souterraine
Objectif ou objet	La connaissance de la quantité et de la qualité des ressources en eau souterraine entraîne une meilleure gestion et une protection des ressources en eau souterraine et un approvisionnement durable en eau.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Burundi
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	IGEBU (Inst. Géogr. du Burundi)
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	2,04 millions d'EUR
Domaine technologique	Gestion et protection des eaux souterraines.
Catégorie de technologie	Autre (hydrogéologie, IWRM)
Résultats ou impact	Utilisation durable et protection des ressources en eau souterraine pour un approvisionnement durable en eau potable.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2019 au 31 décembre 2021.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Afrique, M. Dirk Kuester, tél.: +49 (511) 643-3081, dirk.kuester@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement du contrôle du secteur minier
Objectif ou objet	Amélioration des conditions économiques, environnementales et de travail ainsi que du statut juridique des sociétés d'extraction minière artisanale et à petite échelle en République démocratique du Congo.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	République démocratique du Congo
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère des Mines de la République démocratique du Congo
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	7,68 millions d'EUR
Domaine technologique	Certification des ressources minérales, extraction minière artisanale à petite échelle.
Catégorie de technologie	Autre (géologie, systèmes de certification CTC, bonnes pratiques d'extraction minière artisanale à petite échelle).
Résultats ou impact	Certification des ressources minérales, meilleures pratiques d'extraction minière artisanale à petite échelle. Contrôle du secteur de l'extraction minière à petite échelle.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2018 au 30 juin 2021.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Afrique, Ulrike von Baggehufwudt, tél.: +49 (511) 643-3915, courriel:
	ulrike.vonbaggehufwudt@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Soutien à l'amélioration de la sécurité minière et de la protection environnementale dans le secteur minier
Objectif ou objet	c. Amélioration du contrôle des activités minières par les autorités chargées de la surveillance des mines.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	République démocratique populaire lao
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Département de la gestion des mines (DMM), Institut de recherche dans le domaine de l'énergie et des mines (RIEM), Départements provinciaux de l'énergie et des mines (PDEM).
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	2,06 millions d'EUR.
Domaine technologique	Renforcement des capacités/transfert du savoir-faire méthodologique: industries extractives, exploration, géologique économique, évaluation des gisements minéraux.
Catégorie de technologie	Autre (méthodologie d'inspection des mines, système d'information sur l'inspection des mines).
Résultats ou impact	1) Niveau national: amélioration par le DMM des capacités d'exercice de ses fonctions de surveillance des activités minières dans les zones minières. 2) Niveau provincial: amélioration par les PDEM des capacités d'exercice de leurs fonctions de surveillance dans les zones minières. 3) Développement de la coordination par l'État et des mécanismes de contrôle au niveau du pays et des provinces.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Asie/Océanie, Wolfgang.Schirrmacher, tél.: +49 (511) 643-2334, courriel: W.Schirrmacher@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Promotion du secteur mauritanien des minerais non métalliques
Objectif ou objet	Le secteur privé utilise les renseignements fournis par l'Office Mauritanien de Recherches Géologiques (OMRG) en ce qui concerne les décisions d'investissement dans le secteur minier de Mauritanie.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mauritanie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	OMRG
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	2,5 millions d'EUR
Domaine technologique	Systèmes de données géologiques et minérales.
Catégorie de technologie	Autre (inventaire des ressources minérales, évaluation des ressources minérales).
Résultats ou impact	Meilleure connaissance et utilisation durable des ressources minérales.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} avril 2020 au 31 mars 2023.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Afrique, Annika Lüttig, tél.: +49 (511) 643-2525, courriel: annika.luettig@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement de la gestion publique du secteur minier II
Objectif ou objet	Amélioration des capacités techniques et organisationnelles du gouvernement en ce qui concerne la planification et le contrôle des activités d'exportation du secteur minier.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Mozambique
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Ministère des ressources minérales et de l'énergie du Mozambique
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	2 millions d'EUR
Domaine technologique	Systèmes de données géologiques et minérales.
Catégorie de technologie	Autre (évaluation des ressources minérales).
Résultats ou impact	Meilleur contrôle des exportations du secteur minier; meilleures données sur les ressources minérales; utilisation durable des ressources minérales; renforcement des capacités.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2022.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Afrique, Katharina Schnell, tél.: +49 (511) 643-3076, courriel: katharina.schnell@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Développement durable du secteur minier
Objectif ou objet	Amélioration de la qualité de la surveillance et de l'exploitation des mines s'agissant de la sécurité et des aspects sociaux et environnementaux.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Myanmar
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Département des mines (DoM) sous l'égide du Ministère des ressources naturelles et de la protection de l'environnement (MoNREC)
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	2,5 millions d'EUR.
Domaine technologique	Renforcement des capacités/transfert du savoir-faire méthodologique: industries extractives, exploration, géologique économique, évaluation des gisements minéraux, protection de l'environnement, sécurité au travail, contrôle minier, inspection des mines.
Catégorie de technologie	Autre (méthodologie de contrôle et d'inspection des mines, système d'information sur l'inspection des mines).
Résultats ou impact	Renforcement des capacités du DoM/MoNREC s'agissant de la qualité, la transparence et l'efficacité de l'inspection des mines. Renforcement de la protection environnementale dans le secteur minier.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	De mars 2015 à décembre 2022.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Asie/Océanie, M. Wolfgang Schröder, tél.: +49 (511) 643-2316, courriel: wolfgang.schroeder@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Renforcement des capacités de gestion et de protection des eaux souterraines
Objectif ou objet	Renforcement des capacités de gestion des eaux souterraines en Zambie, et notamment à Lusaka en tant que lieu particulièrement vulnérable, ce qui contribue à garantir l'approvisionnement en eau.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Zambie
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Autorité de gestion des ressources en eau (BARMA), Lusaka Water Supply and Sanitation Company (LWSC)
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	2 697 millions d'EUR
Domaine technologique	Gestion et protection des eaux souterraines.
Catégorie de technologie	Autre (gestion des renseignements relatifs aux eaux souterraines).
Résultats ou impact	La planification de nouveaux sites, industries, barrages, etc. reflète la situation hydrologique et les zones protégées, amélioration de l'accès à l'eau potable.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} janvier 2020 au 31 décembre 2022.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Afrique, Mario Lootz, tél.: +49 (511) 643-2043, courriel: Mario.Lootz@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Énergie géothermique en Afrique de l'Est
Objectif ou objet	Amélioration des capacités techniques et institutionnelles, des fondements des décisions réglementaires et de la base de données techniques concernant l'utilisation de l'énergie géothermique dans les pays partenaires, dans le but de promouvoir les investissements dans les centrales géothermiques.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Djibouti; Malawi; Ouganda; République démocratique du Congo; Rwanda; Tanzanie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Comores; Éthiopie.
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Union africaine.
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	3 millions d'EUR
Domaine technologique	Exploration géothermique.
Catégorie de technologie	Autre (méthodes d'exploration géothermique, méthodes géologiques et géophysiques utilisées sur le terrain, renforcement des capacités, appui à la réglementation dans le domaine de la géothermie).
Résultats ou impact	L'énergie géothermique est envisagée dans les stratégies énergétiques; des sites d'implantation de centrales géothermiques ont été identifiés et sont étudiés ou sont prêts à être utilisés pour le fonds d'atténuation; la réglementation sur l'exploration et le forage géothermiques fait l'objet d'un examen.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	D'août 2016 à juillet 2021.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Afrique, Veronique Nitsch, tél. +49 (511) 643-3944, courriel: Veronique.Nitsch@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Soutien en faveur de l'Agence du bassin du fleuve Niger (ABFN) dans la gestion et la protection des eaux souterraines III
Objectif ou objet	L'Agence supranationale du bassin du fleuve Niger soutient les pays voisins dans la gestion durable des ressources régionales en eau souterraine.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Bénin; Burkina Faso; Guinée; Mali; Niger; Tchad.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Agence du bassin du fleuve Niger (ABFN)
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	2,2 millions d'EUR
Domaine technologique	Gestion et protection des eaux souterraines.
Catégorie de technologie	Autre (collecte de données, gestion des renseignements relatifs aux eaux souterraines, protection des eaux souterraines, appui institutionnel).
Résultats ou impact	Mise en œuvre dans les pays partenaires de l'ABFN de mesures durables de gestion intégrée des ressources en eau et de protection des eaux souterraines.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2022.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Afrique, Thomas Rehmann, tél. +49 (511) 643-3078, courriel: Thomas.Rehmann@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Gestion durable des ressources en eaux souterraines du bassin du lac Tchad
Objectif ou objet	Renforcement des compétences de la CBLT dans la gestion transfrontières des ressources en eau souterraine.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Cameroun; Niger; Nigéria; République centrafricaine; Tchad.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Commission du bassin du lac Tchad
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	3,12 millions d'EUR.
Domaine technologique	Gestion et protection des eaux souterraines.
Catégorie de technologie	Autre (système de collecte des données, gestion des renseignements relatifs aux eaux souterraines, protection des eaux souterraines, appui institutionnel, solutions techniques pour la gestion des eaux souterraines).
Résultats ou impact	Mise en œuvre dans les pays partenaires de la CBLT de mesures durables de gestion intégrée des ressources en eau et de protection des eaux souterraines.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	De juillet 2019 à juin 2022.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Afrique, Mario Lootz, tél.: +49 (511) 643-2043, courriel: Mario.Lootz@bgr.de

Intitulé du projet/programme	Chaîne d'approvisionnement durable en minerais dans la région des Grands Lacs(CIRGL)
Objectif ou objet	Application du principe de diligence et utilisation de l'AFP afin de contrôler l'exploitation et le commerce des ressources minérales par les États membres de la CIRGL pour mettre en œuvre le mécanisme de certification régional de la RINR.
Organisme offrant les incitations	BGR
Entreprises ou institutions remplissant les conditions requises dans les pays Membres développés	
Membre(s) bénéficiaire(s)	Angola; Burundi; Ouganda; République centrafricaine; République démocratique du Congo; Tanzanie; Zambie.
Observateur(s) bénéficiaire(s)	Soudan; Soudan du Sud.
Entreprises ou institutions bénéficiaires	Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL).
Nature des incitations	Sans objet – (transfert direct BGR -> homologues).
Implications financières	4 millions d'EUR
Domaine technologique	Systèmes de données géologiques et minérales, analyse minérale, sécurité dans les mines.
Catégorie de technologie	Autre (contrôle et suivi des ressources minérales, techniques de laboratoire minérales et analytiques, gestion des bases de données, méthodologie d'inspection des mines).
Résultats ou impact	Amélioration des connaissances sur les flux commerciaux de minéraux, le contrôle et l'évaluation des risques.
Statut du programme ou du projet	En cours
Durée et calendrier	Du 1 ^{er} juillet 2020 au 31 décembre 2022.
Site Web pour plus d'informations	https://www.bgr.bund.de/EN/Themen/Zusammenarbeit/TechnZusammenarb/Projekte/projekte_node_en.html
Point de contact chargé de communiquer des renseignements	Sous-Département du BGR "Coopération internationale", Unité pour l'Afrique, Manuel Hublitz, tél.: +49 (511) 643-3360, courriel: Manuel.Hublitz@bgr.de